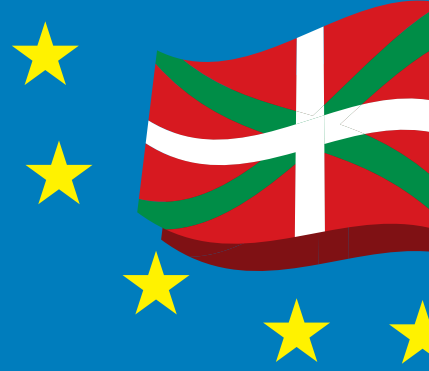


LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°141 - Janvier 2010ko Urtarrila

MENSUEL : 2 €



L'autre identité

EGUN 1963ko APirilAREN 15AN ABERRI EGUNEAN
DIKO ITSASUN LANDATU DUGUN ARBOLAREN PERA BIAURU
ZER JAKIN ARAZTEN DUGUN

USKALDUTNEK

LGV
p. 8-12

Herrikoa
p. 13

Identité nationale
p. 14-15

JM Iribarne
p. 20

Urte Berri On !

www.lemapaysbasque.eu



La « France éternelle » recherche son identité...

On a peine à croire que les Français s'intéressent à ce débat surréaliste sur l'identité nationale, lancé comme un pavé dans la marre, à quelques semaines des élections régionales. Mais trop d'abertzale, de basques tout simplement, se détournent de cette question avec mépris ou indifférence. La gauche abertzale n'a pas manqué d'ironiser sur ce débat franco-français. Certes. Mais au-delà du débat mal venu, il y a un ensemble de questions qu'un parti abertzale, c'est à dire « nationaliste basque », aurait mauvaise grâce à éluder.

Prenons garde également à ne pas reproduire, dans notre petite nation basque, que nous ne sommes finalement qu'une minorité à reconnaître (en Iparralde du moins), les mêmes travers et les mêmes errements que les deux grandes nations qui nous hébergent – ou nous retiennent, c'est selon -.

L'identité française, que pour beaucoup nous partageons, de gré ou de force, avec l'immense majorité de nos concitoyens, n'est à mon sens nullement monolithique. Elle est finalement moins figée, moins égocentrée, moins oppressante qu'on pourrait le penser. Ou pour le moins, l'identité française, telle qu'elle est vécue et ressentie par soixante millions de Français, Basques et Bretons compris.



Eric Besson, le promoteur de ce débat.

L'identité française, un problème ?

Ce qui pose problème, ce n'est pas le sentiment d'appartenance, la « nation affective » voire le patriotisme pacifique de l'immense majorité de la population, mais l'identité française, telle qu'elle est pensée, structurée,

stratifiée et projetée par le Pouvoir, par l'État, ses élites, ses valets et ses réseaux.

L'identité est assurément faite de valeurs et de repères, qui se veulent communs, acceptés ou tolérés par tous, dans l'espace et dans le temps, de générations en générations. En ce sens, l'identité se nourrit de l'histoire autant que du « vouloir vivre ensemble », de la géographie autant que du « contrat social », de la raison autant que du coeur. La limite de l'identité nationale passe précisément entre ce qui sépare l'identité et la nation, c'est à dire le citoyen, pris dans ses attaches et ses cercles d'appartenance, et la communauté nationale, tissée au cours des siècles autour de multiples mythes, de rêves et de sacrifices.

L'identité française, telle qu'elle est ressentie aujourd'hui, et telle que le Pouvoir la proclame aux quatre coins de l'Hexagone (et parfois au-delà), repose sur quelques piliers aussi fortement plantés dans l'inconscient collectif que la foi catholique l'était sous l'Ancien Régime. Ces références identitaires et nationales à la fois se nomment République, Laïcité, Langue française, Modèle social et Universalisme.

Des mythes en crise

Ces constituants de l'identité nationale française ne sont ni bons ni mauvais en soi. Ils sont le reflet d'un volontarisme idéologique né sous la Monarchie et enraciné dans des frontières sacrées par la Révolution et la République.

Mais ces mythes de l'identité nationale sont en crise, car ils portent en eux de puissantes contradictions qui masquent mal leurs fragilités et qui ne cessent, en périodes de crise – économique, sociale, internationale – d'inquiéter, non la population, mais le Pouvoir, c'est à dire, encore une fois, l'État au sens large. Car en France, encore une fois, l'État se confond avec la Nation, qu'il a construit pas à pas, pendant

des siècles (contrairement à l'Allemagne, à l'Espagne, à l'Amérique par exemple).

Or, pour masquer ces fragilités, pour taire les contradictions de l'identité française, le Pouvoir à développer au maximum l'excès de ses propres valeurs : la République est devenue jacobinisme, la Laïcité est devenue anti-cléricisme, la Langue française est devenue monolinguisme, le Modèle social est devenu Etat Providence, et l'Universalisme est devenu colonialisme.



La nation basque aussi est une réalité.

Un modèle ancien et un monde nouveau

Face aux nouveaux enjeux qu'impose la mondialisation, le Pouvoir se braque sur toute intrusion susceptible d'attiser les contradictions de l'identité nationale : immigration et Europe en particulier. Et se braque aussi sur toute résurgence possible de contradictions internes. Or, les Basques, les Bretons, les Corses, les Antillais, les Alsaciens... avec leur langue, leurs coutumes, leur culture,... leur identité en quelque sorte, sont autant de risques ressentis par Paris.

L'identité française, si elle existe, mérite donc mieux qu'un débat à la sauvette, téléguidée par l'État, qui cache mal ses vieux fantasmes : en annonçant que le Gouvernement renonçait à présenter un projet de loi pour les langues régionales, le ministre-transfuge Besson a sonné le glas de la crédibilité sarkozyste. Il y aurait menace pour l'unité de la République. Fallait-il un débat en préfecture pour en arriver à cette conclusion... ?



Réflexions sur l'identité nationale

Pour pouvoir parler de l'identité nationale, il faut relire le passé. La France est composée depuis une dizaine de générations d'une population composée pour une moitié de descendants d'immigrés, dans une République ayant comme règle Liberté, Egalité Fraternité. Il reste à atténuer toutes les plaies non cicatrisées après nos guerres coloniales : Algérie, Indochine, Maroc, Tunisie...

Nos soldats et les immigrés qui ont quitté leur pays pour avoir combattu pour la France ont très mal vécu le retour et n'ont toujours pas le sentiment d'être reconnus Français de plein droit. Que deviennent alors l'Égalité et la Fraternité ? La France et son gouvernement ont le devoir de reconnaître et de remédier à ces lacunes pour réussir une intégration complète de ces personnes et de leur famille.

Je souhaiterais que la France et ses représentants politiques : président, gouvernement, sénateurs, députés... soient honnêtes et irréprochables dans tous les domaines afin d'éviter : corruption, détournement, prises d'intérêt, trucage électoral... Nos élus se doivent de respecter tous les citoyens par leur façon d'agir et leur langage, au nom des principes de la République.

L'identité dans une France aux multiples régions et pays qui n'en font qu'une, dont les racines, langues, coutumes et cultures sont diverses ne sont pas reconnues par la France et ses dirigeants. Cela sera toujours un problème car en étant Basque et aimant mon pays, ma langue, ma culture, le devenir de notre Pays basque me pose problème. La France et son gouvernement ne nous reconnaissent pas. Ils nous dédaignent.

Promesses après promesses, aucune reconnaissance de notre langue et de notre pays qui méritent de connaître une évolution décidée par nous-mêmes ; pour cela, il nous manque les moyens ou l'outil qui pourrait être « une Collectivité territoriale » qui est rendue possible par la Constitution française.

Pour un pays laïc, la France a dans sa population une grande variété de religions : catholique, protestant, orthodoxe, musulman... qui ne posent pas de problèmes particuliers si les pratiquants croient et respectent les bases de leur religion. Tu adoreras Dieu et tu aimeras et respecteras ton prochain comme toi-même. En cette période de Noël et de fin d'année, je souhaite un joyeux Noël, une bonne année et paix au Pays basque et dans le monde. Je terminerai par un vœu en direction de l'Europe et de la France. L'avenir passera par l'Europe des régions. La crise actuelle nous perturbe mais nous avons la volonté et les moyens de la traverser sans trop de dégâts si l'Europe met en place des contrôles et des régulations des grandes sociétés financières, en Europe et dans le monde.

Cela devrait permettre à notre gouvernement d'équilibrer et de contrôler les hauts salaires des dirigeants de sociétés et de supprimer les cumuls de fonctions. J'aimerais aussi que le président et le gouvernement pensent à réduire leurs dépenses en cette période de crise. Cela constituerait un signe pour les plus démunis et pour notre dette financière.

Je souhaite à toute l'équipe de Lema et à tous les membres du Parti, sympathisants et lecteurs de Lema bon Noël et heureuse année.

Iñaki Ibarloza, Conseiller municipal de Ciboure

ARRAKASTA KOPENHAGEN Klima aldaketaren erantzulea atzeman dute !



SUCCES A COPENHAGUE
On a trouvé le responsable du changement climatique
Il porte du charbon ! Et en plus il fume !



Régionales : ça se précise **Cachez bien cette croix**

Passée la trêve des fêtes de fin d'année, la bataille politique va reprendre de plus belle en vue des élections régionales de mars prochain. Les choses sont quasiment en place au niveau des têtes de liste : l'UMP a adoubé le très européen Lamassoure pour mener son équipe, le PS a décidé de jouer la nouveauté avec le maire d'Oloron Ste Marie, Bernard Uthurry, alors que le MODEM joue son va tout en couronnant un poids lourd de la scène politique locale, Jean Jacques Lasserre. On annonce aussi au départ, le front de gauche avec le communiste Olivier Dartigolles ou encore le Front national avec Jacques Henriot.

Mais qu'en est-il de la grande famille des abertzales ? EAJ-PNB est en consultation interne, AB a choisi de ne pas se présenter tout en étant présent par un tour de passe-passe (un bulletin qui serait comptabilisé parmi les nuls) et EA a choisi l'option Europe Ecologie. Quant à Batasuna, ses militants se font curieusement très discrets.

Vert de rage ?

Après le score inespéré d'Europe Ecologie lors des dernières élections européennes, de nouvelles ambitions se font forcément jour autour des listes en préparation pour les régionales. Et entre les militants de toujours, qui ont connu le temps des vaches maigres, et les nouveaux venus, qui surfent sur la vague porteuse de l'écologie, les rapports ne sont pas toujours simples. Ainsi lors de la constitution des listes, quelques dents ont grincé.

Alors que les militants verts adoubaient le conseiller régional sortant Jean Lissar, les instances d'Europe écologie lui ont préféré David Grosclaude qui a le double avantage de ne pas être sortant (alors que J.Lissar finit son deuxième mandat) et régionaliste béarnais. Eusko Alkartasuna qui par le passé avait fait cause commune avec D.Grosclaude et son parti Entau pais, lui a d'ailleurs apporté son soutien. Les mauvaises langues auront beau jeu de dire que, faute d'accord avec AB, Europe écologie a réussi son coup en intégrant des régionalistes basques et béarnais dans sa liste. Mais pas sûr que cela réussisse, les électeurs préférant généralement l'original à la copie, même si la copie est en couleur...

La lettre d'Alain Lamassoure, c'est le nom de la revue qui est arrivée dans les boîtes à lettres du Pays basque. On n'y parle pas encore du Lamassoure candidat aux élections régionales (quoique !) mais du Lamassoure député européen. Et ce vif plaidoyer pour l'Europe de 4 pages n'a pu que satisfaire les fervents européens que sont les rédacteurs de Lema. Par contre, nous nous interrogeons sur la date de distribution : hasard du calendrier ou proximité des élections régionales ?

Et au détour des lignes, certaines choses nous laissent très perplexes. On lit par exemple, que le groupe PPE au Parlement européen, auquel appartient Alain Lamassoure, réunit les démocrates chrétiens. Etonnant : c'est la première fois que l'UMP se déclare démocrate-chrétien, c'est à dire en gros, héritier des chrétiens-sociaux du MRP.

Et si l'on décortique les idées politiques des 265 députés du PPE, il n'est pas certain que l'étiquette démocrate chrétienne épouse parfaitement leurs idées.

Pour la petite histoire on retrouve au PPE, la droite espagnole du PP, qui a expulsé EAJ-PNB, l'un des partis fondateurs du groupe, avec l'assentiment de la majorité des autres élus des « grands » pays. EAJ-PNB, comme ses amis démocrates chrétiens italiens de la Marguerite, siège désormais au sein du groupe démocrate aux côtés du... MODEM.

Comme d'habitude

À Lema, nous nous sommes laissés dire que l'une des chansons préférées des gouvernements français successifs était « comme d'habitude ». Rien d'étonnant, puisqu'elle s'applique souvent aux décisions des divers ministres, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Une nouvelle preuve a été apportée par la décision de ne pas donner de cadre légal aux langues « régionales » de France. Nicolas Sarkozy, alors en campagne, l'avait promis, sa ministre de la culture, Mme Albanel l'avait assurée, oui, il y aurait bien une loi en faveur de ces langues.

Mais un remaniement ministériel plus tard, le projet est passé aux oubliettes. Et au cas, où basques, corses, bretons alsaciens et autres occitans ne l'auraient pas compris, Eric Besson s'est chargé de le rappeler. Chargé de l'identité nationale, il n'a pas oublié que l'héritage de 1789 et de ses succédanés, c'est la République indivisible et sa langue unique le français.

Et dire que cette fois encore, on avait cru au cadeau de Noël... Peut-être faudra-t-il explorer de nouvelles voies : l'Europe ? l'Unesco ?

Des basques givrés

Le pôle sud, et plus précisément les Iles Kerguelen, c'est la destination qu'ont choisi 5 chercheurs de l'UFR de sciences et techniques d'Angelu-Anglet et du pôle d'hydrologie de Senpere - St Pée. Et les îles Kerguelen, avec des températures ne dépassant pas 5°C, un fort taux d'humidité et des vents violents et glaciaux, sont un centre d'étude en plein air idéal. Depuis les années 50 et pendant une vingtaine d'années, les hommes ont introduit dans ce milieu extrême, toutes sortes d'animaux, dont des poissons. Et durant près de 6 mois les chercheurs vont étudier les méthodes d'adaptation des poissons dans ces milieux difficiles.

La pelote du futur

Quel visage aura la pelote dans quelques années ? On verra bien, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle devrait compter moins de spécialités et avoir plus de lisibilité. C'est en tout cas le vœu de la FIPV (fédération internationale de la pelote basque) qui souhaite concentrer ses efforts sur une seule installation (mur à gauche ? trinquet ?) et sur 5 spécialités parmi la pléthore que compte actuellement la pelote.

Le choix ne devrait pas être simple à faire d'autant que, logiquement, les différentes fédérations « nationales » de la FIPV auront leur mot à dire. Mais ce souhait de simplification est dicté par le désir de voir la pelote gagner en envergure : en nombre de licenciés, de pays « pratiquants » mais aussi au final, en reconnaissance. Car sport de démonstration aux jeux olympiques, la pelote n'a pour l'instant pas réussi à passer ce cap symbolique.

Il se pourrait bien que le débat soit tranché lors de la prochaine assemblée générale de la FIPV qui aura lieu à l'automne prochain à Pau. Une assemblée qui coïncidera avec les championnats du monde de pelote qui se dérouleront en Béarn du 1^{er} au 10 octobre, sur les canchas de Pau, Lescar et Oloron Ste Marie.

J.M. Leizaola lehendakari zaharra (2)

Ikusi dugu zer gizon ikasia, beldur gabekoa, odol hotzekoa, gaitasun handikoa eta beti humanoa izan zen Leizaola.

Bilbo utzi eta, azkena izanez tropa frankisten aintzinean, Leizaola Kataluñara pasa zen eusko gudarostearen ber antolatze lanetara bai eta nazioarteko hartu emanetara. Handik laister Parisera joan zen Agirre Lehendakariarekin lan egitera.

Desterruan zeuden euskaldunak lagundu zituen Ameriketara joaiten, J.Jauregi eta De La Torre-ekin. Geroxago Aguirre Lehendakaria, gerlak sorpresaz hatxeman zuen Belgikan eta Leizaolak sutuki lan egin zuen Eusko Jaurlaritzak iraun zezan gerla denbora guzian. Erretiratu zen Betharram-era (Mixel Garikoitzek hemen fundatu zuen bere frailen taldea). Hartu emanak erresistentziako taldeekin mantentzea lortu zuen eta gerla bukatzeaz zegoela, berak deitu zituen euskaldunak « Brigada Vasca »n parte hartzera. Brigada hunek nazien kontra borroka egin zuen Girondeko « Pointe de Graves » delakoan eta bitoria eder bat ereman zuten.

Berriz parisera

J.A. Agirre itzuli zelarik New-Yorketik, Jaurlaritza berriz bildu zen. Lanean segitu zuen Leizaolak alde batetik ikerketak eta estudioak jarraituz euskal historia, literaturaz eta ekonomiaz ere liburu interesante bat atera zuen. 1954n Iparraldeko euskal ikasleri eman zuen mintzaldi sakon bat Donibane Lohitzuneko « Ikasleen Egunean ». Bestaldetik parte hartu zuen nazioarteko Europar mugimenduetan eta bereziki « Nouvelles Equipes Internationales » taldean, hau izanen baita Europar Kristau Demokrazioaren hasiera. 1956n ekonomia eta sozial ponentzia aurkeztu zuen Agirrek Parisen muntatu zuen « Munduko Euskal Kongresu » famatu hartan.

1960ean, J.A. Agirre Lehendakaria zendu zenean, euskal indar politiko eta sindikal guzietan galdetu zioten hunen ordezkotza izatea. Eta 1960eko martxoan Agirre-ren hil kutxaren gainean D.L.ko hilerrian zin egiten zuen lehendakari bezala.

Leizaola lehendakari eta herrira itzulera

Oso lan gogorrek egitea tokatu zaio Leizaolari bere bizian. Eta beti atxiki eta bururaino ereman du egiteko zuena : Gipuzkoako Junta kudeat-

zea 36ko gerla hastean, Bilboren hustea frankistak hirian sartzen zirenean eta azkenik Lehendakari bezala desterruan irautea 19 urtez (orotara 40 urte egonen da Parisen 1939-1979 bere andre eta familia osoarekin). Gainera bere lehendakari denboran hasten da ETA biolentziarekin. Halere, 1970n Burgos auzia dela eta lortuko du auzi hori publikoari irekia izan dadin Vatikanoren presioneri esker (bi apez baitaude epaituetan). 1974n Aberri Eguna Gernikan egiten da eta klandestinoki Leizaola Arbolaren aintzinean agertzen da, frankistek harrapatu gabe. Azpimarratzekoa da ere anitz ibilaldi egiten dituela Ameriketako euskal exiliatuekin egoiteko.



1979ko abendoa : Leizaola Euskadira itzultzen da

Azkenik Franco hiltzen da eta, Euskadik berriz lortzen du Estatu bat eta 1979ko abenduan milaka jende joaiten da Lehendakari Zaharrari ongi etorri ematera Loiuko aireportura. Ez da hor bukatzen bere ibilaldi politikoa. Eusko Alderdi Jeltzaleak aurkezten du zerrenda buru bezala Bizkaian, 1980eko martxoaren 9an eta Agorrikan uzten du bere kargua, bururaino lagunduz bere Aberria eta bere Alderdia.

Leizaolaren berezitasunak

X. Arzallus-ek ⁽¹⁾ erraiten du harroka bat bezala izan dela Leizaola, bere konbikzioak beti atxiki dituela, eraso pertsonalei beti buru eginez (Krutwig-en irainak direla edo ETAKoen kritikak). Leizaolak hartu zuen lekukoa euskal jendea etsitua zenean eta Jaurlaritza politikoki baztertua. Zeren egia da Agirre-ren ondoko izatea ez zela errex eta Agirre politikoki ahantzia eta traizionatua izan ondoan hil zen. Agirre Lehendakari paregabea ez du ahantziko euskal populuak baina ez da ahantzi behar ze baldintzengatik hil zen : ikasgai gogorra populu xume eta inoxente batentzat...

Leizaolak iraun zuen 20 urtez sinbolikoki eskuak lotuak, Jaurlaritzaren lekukoa mantentzen. Gobernu eta Alderdiko bere lagun gehienak ikusi zituen hiltzen. Baina Jainkoak bizi luzea eman zion, diktadorea hil zen, aro berri bat abiatu eta Leizaolak legimitatea eta lekukoa pasa zituen Garaikotxeari.

Baina Leizaola ez zen bakarrik politikan arizan. Poesia asko gustatzen zitzaion baita historia eta ekonomia ere. Anitz idazki liburu eta bereziki artikulu utzi ditu, bai euskaraz, bai erdaraz.

Zenbeit aipatzeagatik hona historiakoak : « La frontera vasca contra moros », « Contribucion de los vascos a la formacion de la ciencia del derecho », « Estudios sobre la poesia vasca ». Euskaraz « Yakintzarako gaitasuna », « Gure olerkariak ». Berari Orixe poeta mistiko handia gustatzen zitzaion eta liburu bat utzi du Orixe-ren gain. Berak zion bestalde « Harrigarria da nola 5 mendez, 1445 hasirik, euskal poesiak gelditu gabe zenbat gauza ekarri dituen ».

Historian ere gauza berriak eta garrantzitsuak erran ditu Leizaolak. Bat bakarrik aipatuko dugu : Sabino Aranaren kontzientzia hartzea nola izan zen Leizaolaren arabera..

« Sabinok utzi zuen erraitera bere anaia Luis-ek piztu ziola euskal eta abertzale kontzientzia. Ez dut batere uste hola izan denik. 8 urterekin, gazte gaztea beraz ihesi jin zen familiarekin Iparraldera hiru urtez. Hemen ikusi zituen euskaldun frantsesak eta bestaldean euskaldun espaiolak ziren. Hola sortu zitzaion Sabinori Euskal Aberriaren kontzientzia !! Aberri bakarreko seme bezala nahi zituen Sabinok. »

Beste gogoeta anitz, oso interesanteak egin ditu Leizaolak historiari buruz. Altxor bat gogoeta askoren gaia izan ditakena.

Politiko eta intelektual handi bat izan da Jesus Maria Leizaola. Ohore zuri Lehendakari Zaharra poesiak eta historia egin estudioen gatik eta politiko bezala irmo atxiki duzulako etsai askoren aurrean Euskadiren lekukoa. Agur Leizaola umila eta handia !

Ramuntxo Camblong

⁽¹⁾ Artikulu hunen xehetasun guziaz 1982n Carlos Blascok Leizaolari egin elkar hizketatik hartuak dira (ed. Idatz-Ekintza).

N.B. Lehendakari zaharra deitzen zuten amultsuki ez zelako gazte gaztea.



Deux figures symboles d'Ipar Euskadi viennent de surgir en une semaine

Le joueur de pelote Sébastien Gonzalez (32 ans) d'Ascain le 8 décembre,
le jeune bertsulari Amets Arzallus (25 ans) de Hendaia le 13 décembre.

Sébastien Gonzalez ou le modèle d'Iparalde



Sébastien, fils d'Ascain qui a donné beaucoup de bons joueurs de pelote, depuis Laduche père à Laduche (Panpi) fils en passant par Inda, Audet et autres..., a remporté l'épreuve reine de la pelote à main nue : le tête à tête dans le 4 ½. C'est le premier joueur d'Iparalde qui a droit à la Txapela.

Pourtant lors de cette finale du 13 décembre au mythique fronton d'Anoeta (Donosti), les connaisseurs le donnaient battu à 4 contre 1. En début de partie, il subit de plein fouet la loi de cette force de la nature, imprévisible, qu'est le Navarrais Juan Martinez de Irujo. Mené 9 à 2, il remonte petit à petit le score, en gardant le calme pendant la tempête, puis se retrouve lui-même sur un « gantxo » d'école, libérant son énergie et son jeu de pilotari d'Iparalde avec le xoko, les 2 murs « azpitik » et de volée. Il déstabilise Irujo. Egalité à 16-17-18. Puis vient le coup final

de cette partie extraordinaire qui restera dans l'histoire et c'est 22 à 18 pour Sébastien.

Gora Sébastien Iparaldeko jendearen iraupena eta joko fina erakutsi duzu !

Amets Arzallus

La finale des bertsularis des 7 provinces a eu lieu au B.E.C. (Bilbao Exhibition Center) dimanche 13 décembre. Près de 15000 personnes y ont assisté toutes unies par une ferveur peu commune. Cette finale aussi restera comme historique. Pour plusieurs raisons : d'abord la qualité des bertsu et donc des bertsularis, une qualité globale mais jamais atteinte qui sera difficile de dépasser. Ensuite le renouvellement générationnel qui a eu lieu : Andoni Egaña, le précédent txapelkun (50 ans), 4 fois vainqueur a été dépassé cette fois par les jeunes, bien qu'il est fait une bonne prestation.

Troisième caractéristique c'est une femme de Hernani, Maialen Lujanbio qui se présentait pour la 4^{ème} fois à la finale, qui a remporté la txapela. C'est la première fois que c'est une femme. Elle est licenciée en Beaux Arts. Bertsus de très grande qualité, très connue pour ses nombreuses prestations, elle a fait vibrer le public !

Enfin pour nous les Basques d'Iparalde, nous y avons vu l'un des nôtres Amets Arzallus, 25 ans seulement (2^{ème} participation



à la txapelketa) arriver au sommet de la joute. Dans le tête à tête finale avec Maialen, il a fait jeu égal avec elle. (Le Jury lui donne 2 points de mieux). Au total, il reste à 48 points sur 1300. Il a tout l'avenir devant lui. Sobre et élégant, il a magnifiquement représenté Iparalde. Iparalde est fier de lui (et aussi de Sustrai Kolina qui a fini 6^{ème}).

Comme l'a dit en conclusion Joxe Agirre, le vétéran d'Azpeitia : Quel dommage qu'il n'y ait eu qu'une seule txapela pour 8 têtes !!

Goresmenak zuri Amets. Iparaldeari eman diozu ohore zure bertso sakonekin. Zorionak eta 2013 arte... txapela irabazteko.

Jose Maria Muñoa, citoyen européen

Notre ami Jose Maria Muñoa a oeuvré pendant des années, en faveur du rapprochement des Pays basque sud et nord. Il fut l'un des acteurs majeurs de la coopération transfrontalière, en tant que délégué du Lehendakari aux Affaires Extérieures, jusqu'en Décembre 2007. Très connu et apprécié en Pays basque nord, il est actuellement le président d'Eusko Ikaskuntza.



Il a reçu le prix du citoyen européen pour son travail inlassable en faveur de la construction européenne, celle du quotidien qui consiste à unir, à rapprocher, là où les frontières ont séparé les Européens.

Goresmenak Jose Maria !



Un mouvement de fond en Europe

À quelques semaines des élections régionales, une mise en perspective européenne du processus de régionalisation peut apporter des éclairages intéressants. Même si la situation est complexe et variée, des tendances se dégagent et permettent de se risquer à un essai de typologie.

Force est de constater que le niveau régional voit ses compétences et son autonomie renforcées par la décentralisation dans la plupart des États-membres de l'Union européenne. Pourtant, il n'existe pas de modèle régional unique ou idéal en Europe, dans la mesure où les organisations administratives et la répartition des pouvoirs ne correspondent pas d'un pays à l'autre aux mêmes conceptions politiques, intellectuelles et historiques.

Le panorama est assez contrasté et il présente des organisations institutionnelles diverses tant au niveau de la relation centre/périphérie ou de l'architecture territoriale qu'en matière de répartition des missions, des moyens et des fonctions entre les différents pouvoirs publics.

Ceci étant, certains traits caractéristiques peuvent être identifiés et permettent d'établir différents modèles d'organisation territoriale.

Le système unitaire mais régionalisé

Le premier modèle que l'on peut définir est celui du « modèle unitaire régionalisé ». Il concerne par exemple des pays comme l'Espagne et l'Italie. Ainsi, le processus espagnol de régionalisation est un des plus aboutis d'Europe. Depuis le retour de la démocratie, la structuration territoriale de l'Espagne est fondée sur le principe de l'autonomie régionale. Pour autant, le nombre et le contenu des fonctions assumées par les différentes communautés autonomes ne sont pas identiques d'une région à l'autre, les compétences et les degrés d'autonomie (politique et financière) sont différents d'une région à l'autre, certaines bénéficiant même d'une autonomie similaire à celle dont disposent les entités fédérales. Ainsi, le modèle espagnol est marqué par la mise en œuvre d'une régionalisation variable spatialement et évolutive temporellement (les revendications de renforcement de l'autonomie étant constantes... notamment au Pays basque et en Catalogne).

S'agissant de l'exemple italien, l'on peut constater que le niveau régional exerce réellement un pouvoir tant politique que fonctionnel du fait de sa compétence législative (plus ou moins étendue selon les régions) et de sa capacité d'organisation et de régulation des collectivités locales infra-régionales. En revanche, le renforcement de la régionalisation en Italie s'effectue dans un contexte où l'administration italienne reste fortement centralisée.



Le système multinational

Le deuxième modèle est celui du « modèle multinational » caractérisé par l'exemple de la Grande-Bretagne qui reconnaît l'existence de différentes « nations-régions », disposant chacune d'une organisation territoriale particulière : Pays de Galle, Angleterre, Ecosse, Irlande du Nord. Le système institutionnel britannique est ainsi marqué par une dévolution des pouvoirs très variable suivant les zones géographiques et les « nationalités » considérées. Il s'inscrit dans le cadre d'une organisation administrative qui reste malgré tout assez centralisée (notamment pour l'Angleterre), avec des collectivités qui n'ont qu'un pouvoir législatif limité et des incertitudes sur les évolutions à venir (au vu notamment des débats qui agitent régulièrement l'Irlande du Nord et l'Ecosse).

Le système fédéral

Le troisième modèle que l'on peut identifier est le « modèle fédéral » incarné par l'exemple allemand. Ce pays est composé d'États fédérés, les länders, qui disposent de leur propre Constitution et bénéficient d'instruments locaux de souveraineté (un Parlement, un Gouvernement, un appareil judiciaire). Ainsi, même si les règles diffèrent suivant les länders,

chaque land élabore sa propre législation locale et dispose d'une grande liberté d'organisation et de fonctionnement de l'administration régionale. Par ailleurs, l'application des lois du niveau fédéral est déléguée aux länders (il n'y a donc pas de représentation du gouvernement fédéral au niveau de chaque land) et ceux-ci participent au processus législatif au niveau central où ils sont représentés au Bundesrat (2^{ème} assemblée législative du pays). Le système allemand se caractérise donc par une très forte autonomie normative et décisionnelle des länders (même si les règles sont très diverses d'un land à l'autre) ainsi que par une absence d'uniformité des découpages territoriaux et des répartitions de responsabilités à l'intérieur même de chaque land.

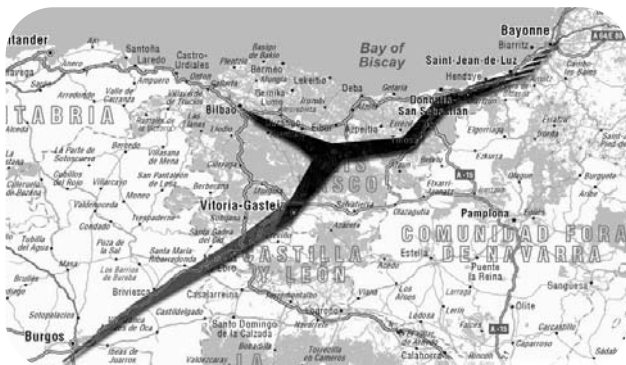
Diversité et capacité d'action

Ces exemples montrent bien que, malgré la diversité des schémas adoptés, les choix institutionnels sont, en règle générale, fondés sur l'acceptation et l'application de la diversité culturelle et territoriale ainsi que sur l'affirmation du principe de subsidiarité.

De ce fait, les collectivités régionales sont dotées de compétences substantielles, les conduisant à exercer une véritable fonction normative et permettant la participation des élus locaux à la définition de la volonté générale.



La LGV en débat



Le passage de la ligne à Grande Vitesse est un sujet qui mobilise l'opinion publique. Le manque de précision dans l'information et la concertation a démultiplié une crainte légitime : celle d'être affecté par ce projet. EAJ-PNB a dénoncé ce manque de transparence et la faillite de la gouvernance de ce projet. Notre rôle en tant que mouvement politique est également d'éclairer le débat en présentant les motivations de divers acteurs locaux, de différentes tendances. Nous commençons ce mois-ci en publiant les interview de Victor Pachon et de Bernard Darretche. Victor Pachon est le responsable du Cade, principale association anti-LGV. Bernard Darretche, directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne Pays basque défend l'idée d'une voie nouvelle.



Victor Pachon : **“ la grande vitesse, un danger ”**

Victor Pachon est le président du Cade, un collectif d'associations environnementales. Il est opposé depuis le départ à la nouvelle ligne à grande vitesse. Il est opposé par principe à une ligne à grande vitesse et souhaite le développement du frêt.

Indépendamment du choix du tracé, que pensez-vous du principe d'un Train à Grande Vitesse qui parcourt l'Europe ?

En 2009, avec le problème de l'effet de serre, le principe de la grande vitesse est dépassé. En 2008, la responsable stratégie de RFF elle-même prétendait qu'au delà d'une certaine limite, la grande vitesse a davantage d'inconvénients que d'avantages. À très grande vitesse, le matériel se dégrade rapidement, lorsque les trains vont très vite, il faut enlever les autres types de trains. La limite de la vitesse acceptable est d'environ 220 km/h dit-elle.

Quelles sont les incidences économiques ?

Cela entraînera le déclin des villes moyennes, au profit des grandes métropoles européennes qui aspireront les emplois. Quelle chance aura une zone d'activité autour de la gare de Montauban excentrée de 7 km, quand Toulouse à une trentaine de km offre des centaines d'hectares de zones d'activités ? Aujourd'hui,

on prend conscience que l'organisation du travail doit évoluer dans le sens d'une relocalisation. Le télétravail se développe. Songez que cette année, 23% des entreprises ont réduit le déplacement de leurs cadres. De nouvelles techniques sont en pleine expansion et contribuent à réduire les déplacements, notamment les visioconférences. Or, le public directement concerné est celui des cadres qui est le public cible des TGV.

N'est-ce pas un concurrent à l'avion beaucoup plus pollueur ?

Il est vrai que l'avion a une empreinte écologique beaucoup plus importante que le train. Mais la création des trains à grande vitesse et la dégradation des lignes régionales provoque une augmentation du trafic routier vers les gares moins nombreuses qu'auparavant. De plus, le TGV est concurrentiel avec l'avion uniquement sur 400 km. C'est la distance de rentabilité. Sur un Paris-Strasbourg, le train sera concurrentiel. Sur un Paris-Berlin, il ne l'est

plus. Plus la distance est grande, plus l'avion est concurrentiel.

L'empreinte écologique du TGV varie de façon exponentielle en fonction de la vitesse. Un TGV à 320 km/h rejette 3 fois plus de carbone qu'un train classique. De plus, il nécessite la construction de nouvelles lignes qui provoquent la déforestation, diminuent la biodiversité sur et autour des nouvelles zones aménagées. Dans ces conditions, l'empreinte écologique d'un train classique à 160 km/h est cinq fois moindre qu'un TGV à 320 km/h sur une nouvelle ligne, le gain de temps obtenu est un luxe.

De nombreux élus hostiles à la voie nouvelle sont favorables au principe de la LGV ?

Oui, ils restent sur des schémas anciens et restent attirés par l'image de modernité de la LGV. Fondamentalement, ils ont refusé que l'on décide à leur place avec une exigence de contribution exorbitante, ils doivent comprendre qu'en d'autres lieux, d'autres élus ont droit à ce refus. Mais ce n'est pas un point de rup-



ture avec les élus. Peu de personnes s'intéressaient à nos arguments voilà 2 ans. Mais beaucoup ont évolué.

La LGV permettra-t-elle d'accroître l'attractivité des territoires ?

La raréfaction des gares est redoutable pour les territoires délaissés. Aujourd'hui, RFF répond positivement à toutes les demandes des élus. Mais à l'arrivée, au moment des choix définitifs, il y aura beaucoup de cocus ! En Pays basque, les trains de fret ne s'arrêteront plus à Hendaye.

Il est positif que le train transporte des marchandises ?

Oui, nous sommes favorables au fret, mais les prévisions établies par RFF sont impossibles à atteindre. 20 millions de tonnes/an, à l'horizon 2020, c'est irréaliste ! L'étude suisse précédente du cabinet SMA jugeait également ces prévisions trop optimistes. Les prévisions les plus optimistes tablent sur 13 millions de tonnes/an à Hendaye quand on arrivait à 18 millions de tonnes à Bordeaux. Pour 2008, les prévisions de RFF tablaient sur un trafic de 8 millions de tonnes par an, à Hendaye. Or, nous parvenons péniblement aujourd'hui à 2,202 millions de tonnes. Comme ailleurs en France, RFF montre une nouvelle fois son manque de crédibilité. Des données erronées ont été même avancées sur Bayonne. Nous avons pu les vérifier sur le terrain sans être contredits. En 20 ans, nous constatons une évolution en dent de scie du fret avec une moyenne légèrement au dessus de 2 millions de t/an à Hendaye. Selon les statistiques de la CCI de Bayonne Pays basque, la gare de Biarritz a subi une perte de 20 000 voyageurs au premier semestre 2008. A Hendaye, le fret a diminué de 8,7% durant la même période.

Que pensez-vous de cette situation ?

Nous la regrettons. Nous souhaitons une progression du fret de marchandises, mais pour l'heure la formule du camion est plus souple. Le fret est plus intéressant sur des transports à long cours. Il faut trouver une meilleure solution à la situation actuelle. Nous sommes favorables au développement des TER Trains Express

Régionaux pour voyageurs et au fret selon la méthode du combiné par caisse. Il s'agit de déposer les containers de camions sur les trains. Nous souhaitons multiplier par 5 le volume du fret pour parvenir à 10 millions de tonnes de marchandises. Il s'agit déjà d'un objectif très ambitieux mais nécessaire pour réduire le transport des camions. Avec des trains longs transportant 800t nettes cela représente 41 trains/jours contre une vingtaine aujourd'hui.

Selon vous, ce prévisionnel réaliste justifie un simple aménagement de la voie existante ?



Pour ces 10 millions de t/an, l'amélioration actuellement menée suffit et RFF l'admet. La dernière étude du cabinet suisse Citec démontre que la capacité maximale de la voie existante pourrait être de 320 trains avec une capacité de 40 millions de tonnes par an. Nous sommes bien au-delà du prévisionnel de RFF qui s'établit à 20 millions de tonnes par an, et encore ces 20 millions de t/an été jugée surestimées par les premiers experts indépendants.

Combien de trains cela représente-t-il ?

Nous tablons sur un prévisionnel de trains longs. Actuellement, en Languedoc Roussillon, ils tablent déjà sur des trains qui transportent 940 tonnes de marchandises. Nous tablons sur une moyenne de 800 tonnes par train. 41 trains de 800t par jour, cela représente 32800 t/jours. Sur 300 jours, cela fait 9,84 millions de t/an. Nous tablons donc sur 89 trains : 41 destinés au fret, 30 TER et 18 TGV alors que RFF dans le dossier du débat public tablait sur 119 trains sur les voies existantes en plus des voies nou-

velles. Cela est valable pour notre corridor, pour la traversée des Pyrénées, nous souhaitons également développer les voies existantes de Canfranc, de la Tour Carol et du Perthus et les autoroutes maritimes dans la limite supportable par les riverains. Les contraintes techniques obligeraient la traversée du Pays basque à 120 km/h ou à 140 km/h pour les trains de voyageurs.

Avez-vous d'autres critiques majeures à formuler à l'encontre de RFF ?

Au-delà d'un prévisionnel irréaliste, RFF a décidé d'utiliser la pire des techniques de fret, celle des autoroutes ferroviaires. Cette technique consiste à embarquer directement les camions dans les trains. Cela suppose un transport de poids mort inutile qui occupe de l'espace, et gaspille donc de l'énergie. Cette formule est moins rentable. Elle revient à 90 centimes par kilomètre alors que la solution que nous préconisons est à 60 centimes par kilomètre. La Fédération Nationale des transporteurs elle-même a annoncé publiquement sa préférence pour la technique du combiné par caisse. Songez qu'à Perpignan, il passait 8 trains par jour pour la première année d'exploitation du fret avec cette technique. Depuis pour les remplir au mieux, les transporteurs paient 70 cts par km, soit une perte de 20 cts (soit 200 euros par camions pour les 1000 km jusqu'au Luxembourg) qui sera couverte par la SNCF qui va racheter Lorry Rail. Mais nous sommes face à un puissant lobbying soutenu par les responsables politiques français. La société française Modalhor développe cette technique. Elle est considérée comme un fleuron de l'excellence technologique française. Nous préférierions que l'État suventionne les transporteurs pour les aider à s'équiper en containers qui sont l'unité commune au bateau, au camion et au train, cela favoriserait les reports modaux.

Que répondez-vous à Alain Rousset lorsqu'il dit que le fret ralentira les lignes classiques ? Lorsqu'il critique les solutions anti-phoniques ?

Il ferait mieux de s'occuper de Pessac, sa ville car quand il ose dire que nous ferons passer 320 trains par jour chez nous, cela voudrait dire qu'à Pessac il en passerait 400 (en effet au sud de Dax tous les trains de fret passeront sur la voie existante et donc par Pessac avec un trafic plus important que chez nous puisque



s'ajouteront, à Dax, Morcenx et Facture d'autres trafics fret). RFF préconise sur Pessac les protections phoniques que nous préconisons ici et rassure les riverains en promettant « 2 allers retours pour l'autoroute ferroviaire, une vingtaine à très longs terme si l'autoroute ferroviaire s'avérait pertinente ce qui n'est pas sûr » (Sud Ouest Gironde 26 novembre). Chez nous RFF nous assure que l'autoroute ferroviaire est pertinente et qu'il y aura 30 allers-retours ! Dans notre scénario, il n'y a pas de problèmes de ce type, c'est possible, à une vitesse plus faible certes. En 2006, le pronostic de trafic de RFF reposait sur des petits trains de 358 tonnes, ce qui est ridicule ! Ils prévoient 155 trains de fret et 8 TGV sur la voie nouvelle, 50 TER, 20 TGV et 49 trains de fret par an, sur la voie existante, soit un total de 282 trains ! Le problème de la succession des trains répond à des normes de sécurité. Actuellement, sur Bayonne-Dax, l'absence de signalisation BAL oblige les trains à se suivre avec 11 km de distance, l'an prochain avec enfin la mise en place du système BAL, qui date de 1946, cette distance passera à 2,3 km et permettra 100 trains de plus. Le système européen de contrôle des trains dont RFF va faire équiper pour 2018, 2200 km de lignes, les temps de succession des trains vont encore diminuer (3 mn) repoussant la législation actuelle.

Connaissez-vous les dommages que causeraient les nouvelles voies ?

Nous connaissons des données générales, mais nous ne sommes pas encore entrés dans le détail faute de tracé précis. 9 hectares seraient détruits en moyenne par kilomètre d'après le dossier. Ils évoquent maintenant l'enfouissement de 60% du tracé. Dans de nombreux cas, il s'agira d'ouverture des collines, puis d'un ré-emplissage par de la terre. Mais les dégâts seront réalisés. De nombreuses contraintes techniques de sécurité interviennent en fonction de la longueur du tunnel. Une montagne comme la Rhune est un véritable château d'eau. Il sera impossible de prévoir l'évolution de ce réseau orographique qui est très mal connu. Les inconnues sont très nombreuses.

Que pensez-vous de la solution du tram-train pour desservir l'euro-cité Baiona-Donosti ?

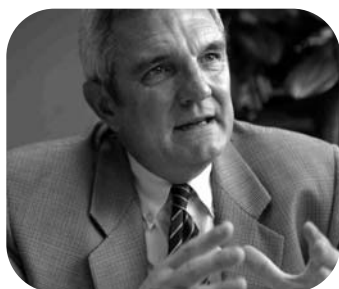
Il s'agit d'une proposition qui date de 15 ans sans avoir été concrétisée. Ce n'est pas un hasard. Nous ne croyons pas à un tram-train qui nous paraît irréaliste. La solution ferrée sur une faible distance est limitée, en Pays basque

nord. Nous sommes dans un environnement à l'habitat diffus, éloigné des gares. Il faut déjà se rendre en voiture, avant de prendre le train. En Pays basque sud, la situation est différente. Nous sommes dans un environnement urbain avec un habitat collectif plus dense à proximité des gares. Le succès du réseau d'Euskotren est compréhensible dans ce contexte.

Néanmoins, il faudra inciter à modifier les comportements et à prendre le train. C'est pourquoi, nous privilégions une augmentation du trafic des TER de 15 à 30 par jour. Mais il faudra que l'urbanisation suive.

Ce projet de nouvelle ligne LGV se réalisera-t-il selon vous ?

Il y a une forte volonté politique pour, et une énorme opposition contre. Se pose également le problème financier. Nous ne sommes pas sortis de l'auberge. Comme toujours, si RFF demande un rallongement budgétaire, ce sera pire. Ils demandaient au Conseil Général, 53 millions d'euros, en 2006. Maintenant, ils en demandent 76 millions et cela fait 90 millions, en 2009. Nous ne sommes qu'au début d'un long processus. La mobilisation croît, les difficultés financières s'amoncellent et les hommes politiques ne sont pas éternels, et notre planète non plus...



Bernard Darretche : « Battons-nous pour une voie nouvelle écologique »

Bernard Darretche, directeur de la Chambre de Commerce et d'industrie de Bayonne Pays basque défend la nécessité d'une Ligne à Grande Vitesse. Le Pays basque doit être dans les grands réseaux de déplacements européens.

Que pensez-vous de la concertation sur ce dossier ?

Un large débat public a été organisé en 2006 sur l'opportunité de la LGV, soit par la création de nouvelles voies, soit par l'aménagement des voies existantes.

Le Conseil des Élus et le Conseil de Développement du Pays basque y ont largement participé, en suscitant de multiples réunions, en finançant une étude et finalement en se prononçant très clairement par un vote unanime.

L'étude a été confiée sans à priori, à deux cabinets Suisses (SMA et Prog Trans) choisis suite à un appel d'offre international.

C'est sur ces bases que l'Assemblée plénière de Pays Basque 2020, qui regroupait élus et représentants de la société civile, adopte, le 9 décembre 2006, un avis qui constate que « l'expertise indépendante atteste que les lignes actuelles aménagées peuvent répondre au trafic estimé par RFF à horizon 2020 et qu'au delà de nouvelles infrastructures seront nécessaires... » et l'avis poursuit « l'Assemblée plénière considère qu'il faut dès à présent engager la phase étude d'un projet de nouvelles infrastructures

dédiées principalement au fret ferroviaire pour répondre aux défis européens de report modal du fret et de mobilité durable face aux enjeux climat/énergie ».

Il est regrettable que cette analyse et cette position très argumentée aient été si vite oubliées par ceux là même qui les ont approuvées.

J'ajoute qu'il ne faut pas être grand expert pour affirmer que la ligne actuelle, construite en 1842 et qui traverse les zones les plus peuplées du Pays basque ne peut, en aucun cas, satisfaire les 4 objectifs que nous souhaitons tous :



- le TGV pour le transport voyageurs
- un transfert massif des marchandises de la route vers le fer
- le doublement annoncé par le Conseil Régional des trains régionaux de voyageurs
- la création d'un tram-train Bayonne-St Sébastien

Que pensez-vous de la contestation actuelle ?

Il est des combats qui ne méritent pas d'être livrés. Au delà des atouts formidables qu'elle donnera au Pays basque, la création de la ligne nouvelle est le fruit d'une décision du gouvernement, prise en 2007, suite au débat public, et



qui a fait l'objet d'engagements internationaux. On ne peut imaginer que le Pays basque devienne un goulot d'étranglement avec ses 2 voies du XIX^e siècle, entre l'Y basque et ses 4 voies qui arriveront à la frontière et la LGV Aquitaine et ses 4 voies qui arriveront aux portes de Bayonne.

Le vrai débat consiste à négocier pied à pied avec RFF, maître d'ouvrage du projet, sur le meilleur tracé possible pour le Pays basque, celui qui sauvegarde notre patrimoine naturel, élément essentiel de notre qualité de vie. Des projets existent qui prévoient 80% de tunnels ou tranchées, évitant ainsi nuisances sonores et visuelles. Je crains que, faute d'interlocuteurs, RFF n'impose sa solution. À quelques jours de l'adoption définitive du fuseau des 1000 mètres, j'espère qu'il n'est pas trop tard.

Les prévisions de RFF sont-elles fiables alors que le marché du fret stagne ?

Aujourd'hui le transport de marchandises entre la Péninsule Ibérique, la France et l'Europe est assuré à 51% par la voie maritime, 46% par la route et seulement 3% par le train. À la frontière

italienne, le train absorbe 33% du trafic. Cela est dû à la différence d'écartement des voies en Espagne qui génère rupture de charges et coûts supplémentaires rendant le train très peu compétitif. Voilà pourquoi le fret ferroviaire stagne et que le nombre de camions qui encombrant nos routes ne cesse d'augmenter. Le projet de LGV vise à rétablir l'homogénéité des voies et à assurer cette continuité nécessaire entre la Péninsule Ibérique et la France. Il permettra enfin de réaliser ce transfert intermodal des marchandises de la route vers le train. On notera que dans le projet, RFF prévoit que la part du ferroviaire sera de 20% alors qu'il est, d'ores et déjà, de 33% à la frontière italienne. Preuve que les prévisions ne sont pas surévaluées.

La solution du camion plus souple est aujourd'hui privilégiée par les industriels. Pourquoi cela devrait-il changer ?

Je pense que le camion restera le mode le plus compétitif pour les transports régionaux de courte distance grâce à

sa grande souplesse.

Il en va différemment pour le transport de longue distance, ou de transit qui traverse notre région et assure la liaison entre le Nord et le Sud de l'Europe. Je suis convaincu que dans les années à venir, le calcul économique permettra d'arbitrer en faveur du train pour deux raisons :

- l'augmentation inévitable du pétrole aujourd'hui freinée par la crise économique
- la décision des gouvernements européens de diminuer l'émission de CO2 par des mesures dissuasives. Ainsi, après l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse, la France vient d'adopter l'éco-taxe, recommandation du Grenelle de l'Environnement.

Mais il faut être clair. Aucune fiscalité n'incitera les entreprises à ce transfert modal, si le train ne devient pas un moyen de transport sûr, régulier et rapide. C'est l'objectif visé par la LGV.

RFF est critiqué sur le nombre de trains prévus. Qu'en pensez-vous ?

C'est une critique qui n'a pas beaucoup de sens. La vocation de RFF est de réaliser des infrastructures qu'il met à la disposition des

opérateurs de transport, comme la SNCF. Ceux sont ces opérateurs qui décideront du nombre de trains en circulation, en fonction de données démographique, économique, etc. On peut certes émettre des hypothèses de travail. La seule donnée certaine est que le développement du transport ferroviaire est une tendance lourde et nécessaire qui a d'autant plus de chance de se réaliser que nous serons dotés d'infrastructures performantes et de qualité. Voilà pourquoi la LGV est nécessaire pour atteindre les objectifs les plus hauts en matière de circulation de train.

La réduction du nombre de gares éloigne du domicile les points d'accès au train et augmente donc les trajets réalisés par les voitures. Qu'en pensez-vous ?

Cela a été une critique justifiée et prise en compte. Elle explique le choix de la gare TGV à Bayonne, reliée aux lignes et gares actuelles. C'est un facteur de limitation de l'usage de la voiture.

Le Conseil de développement souligne les deux aspects de la LGV : une attractivité accrue du Pays basque mais également une mise en concurrence plus grande. Qu'en pensez-vous ?

L'accessibilité d'un territoire par des moyens de transport modernes et adaptés, est un facteur d'attractivité, nécessaire à son développement économique et social. À titre d'exemple, le refus du train, par Mont de Marsan, au XIX^e siècle, a relégué cette ville, au profit de Dax.

Mais cette condition n'est pas suffisante. Il faut une volonté commune des acteurs publics et privés pour promouvoir le développement du Pays basque et le maîtriser. Voilà ce qui devrait nous mobiliser et nous unir.

Pour vous, la LGV est-elle une opportunité à saisir ?

Les enjeux du projet sont considérables pour l'avenir du Pays basque. J'en vois quatre :

- plus écologique. Sur une distance de 750 kms (Bayonne-Paris) la consommation, par voyageur, en kilo équivalent pétrole, est de 32,2 pour l'avion, 28,8 pour la voiture, 9,6 pour le train. Or nos concitoyens ne prendront le train que s'il dessert bien le territoire, s'il est rapide et sûr. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.



- Le projet répond aux besoins de mobilité de la population et notamment des jeunes. Peut-on refuser aux Basques d'être à 49 mn de Bilbao, 58 mn de Bordeaux, 1 h 22 de Toulouse, 2 h 40 de Madrid et 3 h de Paris contre plus de 5 h aujourd'hui. C'est un progrès fantastique à l'heure où le coût de l'énergie va devenir insupportable.
- Le projet qui a toujours été conçu comme une solution mixte voyageurs/marchandises, est la seule alternative fiable au tout camion que nous connaissons aujourd'hui.
- Enfin, le projet intègre le Pays basque dans le réseau européen des transports et donnera sa pleine réalité à l'euro-région qui n'existe pas vraiment faute de moyens de transport fluides et rapides entre les villes. Aujourd'hui, il faut 1 h 40, par le train, pour se rendre de Bayonne à Donosti. La LGV permettra d'y arriver en 20 mn. Cela change tout.

À l'heure où l'on parle de relocalisation, la LGV demeure-t-elle pertinente ?

La menace de délocalisation de notre activité productive vers les pays émergents, à bas coût de main d'œuvre est, avec l'écologie, le grand défi auquel notre économie doit faire face. Pour répondre efficacement à ce défi, la seule voie possible est celle de l'innovation, de la formation, de la qualité de nos infrastructures et de nos équipements. C'est dans ces conditions que nous resterons compétitifs.

Dans ce contexte, la qualité de nos moyens de transport devient un impératif. Récemment, le Pays basque a perdu l'implantation d'une entreprise dans l'informatique de la santé, avec plus de cent emplois qui a choisi Aix-en-Provence, uniquement grâce à l'attrait du TGV. Je ne voudrais pas que le Pays basque reste en marge de cette évolution.

Le tram-train entre Bayonne et Donosti, est-ce crédible ?

Le tram-train Bayonne/Donosti est une nécessité si nous voulons que cette conurbation transfrontalière devienne réalité. C'est le projet de LGV qui le rend crédible et possible, en libérant la ligne actuelle du trafic voyageurs et marchandises longue distance et permettant ainsi le développement de ce type de transport cadencé.

N'est-ce pas plus simple de se rendre directement en voiture à Donosti plutôt que de se rendre à la gare et d'emprunter le train ?

Certainement pas au regard du coût et de la sécurité. Mais cela suppose que simultanément le système de transport urbain soit repensé et adapté.



EUSKARAREN DANTZA

Irakurle maiteak, sail berri honek gure hizkuntza goratu nahi du. Beriziki gaurko euskara ezagutaraziz, baina ere bai erran zahar bat oroitaraziz, euskalki baten hitz edo esapide bat agerian ezarriz, idazle bati buruzko xehetasunak, etabar...

Sail berri hau zuentzat egina da eta zuen oharak, proposamenak, lankidetzak, ongi etorriak izanen dira, nahi baduzue.

EZAGUTZEN OTE DUZU HITZ HAU ?

HEZE : Apur bat bustia. humide

Eta hitz honi hurbilak direnak ideien elkartzeaz : **Hezetasuna** : Hezea denaren nolakotasuna edo egoera

Hezetu : Heze bihurtu. Mihiaz ezpainak hezetu.

Hezetsu : Hezetasunez bete.

Behar-beharrezko hitza Euskal Herriko klimaren aipatzeko.

GURE ERRAN ZAHARRAK EDO ATSOTITZAK

« URIK EZ DEN TOKIAN, ARRAINIK EZ ». Zer da ba atsotitz honen erranahia ? Honelako zerbaiz : euliak ez dira ozpinarekin harra-

patzen, frantsezez erraten den bezala, edo Amerikan : "No parking, no business".

SINONIMOA :

Limurtu : lerratu, irristatu. Baina ere : seduzitu, konbentzitu.

Don Juan bat : limurtzailea. (Liluratzzailea)

ESAPIDEA : Ezkerretik jaiki da. Umore txarrekoa da.

EUSKALKIAK : Mutxurdinak » BIRROTXAK deitzen ditugu ere. Neskazaharrak. Gizonentzat : Mutilzaharrak. **DONADO** erraten da Garazin. Denak ezkongabeak dira.

EUSKALTZAIN BATEK GOMENDATURIKO HITZA : ERREZEL.

Gure eridau-ren Hegoaldeko kidea "kortina" da. Erridau baztertu gabe, euskara batuan idatzian Errezel-I eman beharko litzaioke lehentasuna, inguruko erdarek markatu gabea baita, eta Iparraldean ere, hiztegien bidez bederen, hedatua dagoena. Ibon Sarasola.

GURE IZENAK : Johanikot. Johannesen aldaera. 1350ean dokumentua, Donapaleun.

Bada gaur egun izen honen karrika bat Angelun.

IRAKURTZEKO GOGOIA EMATEKOTAN :

« SKYROOM » Ramuntxo Etxeberri idatzirik. Honela hasten da : « *Liburu hau ez duzu irakurriko. Ezetz ! Ez nuke holakorik erran behar. Egia da alta. Zure buruari ez ezazula gezurrik konda ! Nik diot liburu hori ez duzula irakurriko. Ez zaitzelaz horrela harritu ! Zuri ari naiz, bai ! Irakurle maitea, zuri ari natzaizu mintzatzen ! Lerro horiek irakurtzen ari zarenari ! Ale ! Ale ! Ez zaitzelaz urrunago joan ! Hets ezazu liburu hau ! Errepikatzen dizut ez duzula liburu hau irakurriko ! Ez ohiko hastapena, ez ? Segidak balio du. Mintzaira arina da, gaztea, umorez bete bete. Errexki irakurtzen da eta atseginekin. Entsea zaitetz, irakurle maitea. Ez bada jadanik egina. »*



Pierre Mendiboure : **“ Notre priorité : le Pays** **basque intérieur ”**

Pierre Mendiboure, président de Herrikoa pilote une campagne d'augmentation de capital de cette société financière qui aide à la création et au développement d'entreprises, en Pays basque nord. Malgré la crise, il demeure confiant.

Pourquoi procédez-vous à une augmentation de capital ?

Tout d'abord, depuis maintenant depuis près de 30 ans, notre société capte une partie de l'épargne de particuliers soucieux du développement économique du Pays basque. Aujourd'hui, ils sont toujours majoritaires, à hauteur de 51%. L'autre partie du capital provient des apports financiers des entreprises, des banques et des pouvoirs publics. Puis, avec cet argent, Herrikoa aide au financement d'entreprises tout au long de leur vie, de la création, au développement d'entreprises, recapitalisation, si besoin, transmission, à la fin. Depuis 5 ans, Herrikoa a beaucoup investi dans les entreprises du Pays basque, à raison de 640 000€ par an. Le temps de récupérer le capital investi est souvent assez long puisque supérieur à 7 ans. Par ailleurs, même si la crise économique n'a pas affecté véritablement l'activité si ce n'est une légère diminution des créations, elle risque de révéler ses effets au printemps 2010. À la lecture des bilans de 2009, les banques deviendront plus frileuses. Le cumul de 2 années de difficultés croissantes engendrera des besoins de financement dans les entreprises affaiblies. Une autre conséquence de la crise : nous bénéficions de moins de dividendes, de moins de rachat de nos participations en capital, donc moins d'argent frais. Sous l'effet conjugué de ces deux phénomènes, la trésorerie sera épuisée à la mi-2010. L'augmentation de capital est donc une nécessité vitale.

En quoi consiste cette opération ?

Nous souhaitons percevoir plus d'un million d'euros. Nous réalisons un appel public à souscription jusqu'au 30 janvier 2010. Herrikoa bénéficie désormais d'une expérience et d'une reconnaissance avantageuse, fruits de 8 autres augmentations.

L'Etat l'a agréée « entreprise solidaire ». Nous ne sommes donc pas dans une incantation mais dans une réalité. Cet agrément permet une réduction d'impôts de 25% de l'apport versé en capital. Chaque action a une valeur d'achat de 2,5€.

Herrikoa présente aujourd'hui une garantie de pérennité. Nous sommes une des sociétés de capital risque les plus saines. Nous sommes sur un modèle particulier qui limite les risques. Nous disposons d'un portefeuille très fourni d'entreprises aidées. Il s'agit en général de projets de taille modeste, de petites entreprises. Notre intervention financière représente souvent 10 à 15% du capital apporté sur des montants relativement modestes. Nous sommes à l'opposé de nombreuses sociétés de capital risque qui misent beaucoup sur un nombre plus réduit d'entreprises et ont souvent des problèmes de rentabilité. Nous montrons que le modèle d'une société de capital risque de proximité recherchant la mutualisation des risques par le grand nombre est pertinent.

Votre intervention reste modeste. Est-elle utile ?

Elle est souvent indispensable. La caution apportée par un capital risquer comme Herrikoa sur un dossier de création d'entreprises est le déclencheur qui incitera le banquier toujours très prudent à intervenir également. Nous produisons un effet levier déterminant de 8 fois notre mise.

Quelles sont vos priorités d'investissement ?

Il s'agit des activités productives en Pays basque intérieur. Sur la côte, nous sommes perçus et utilisés comme un capital-risqueur « normal » avec des rendements attendus conformes à la profession. Ces revenus encaissés ici, nous pouvons alors être patient et peu

exigeant en terme de retour sur investissement sur le Pays basque intérieur. C'est notre façon de réaliser la réciprocité territoriale. Nous sommes très volontaristes et ambitieux en Pays basque intérieur. Nous sommes prêts à prendre beaucoup de risque car notre ambition est uniquement de créer et de générer de l'activité sur place. Toute entreprise, ainsi accompagnée, réalise des produits et des services générant, aux alentours d'autres emplois. Sur la côte, nous restons 5 à 6 ans dans des entreprises, à l'intérieur, il n'est pas rare que nous y restions plus de 10 ans.

Le Pays basque est-il une terre de création et de développement d'entreprises ?

L'état d'esprit qui consiste à vivre et travailler au pays démultiplie les initiatives et les créations d'entreprises. L'économie du Pays basque est caractérisée par l'importance des petites unités : les Landes ou le Béarn ont plutôt un tissu plus important de moyennes entreprises. La solidarité à connotation économique semble y rencontrer moins d'écho, aussi.

Toutes les structures de soutien, comme les Clefe, le Clej ou Bultzta existent parce qu'elles répondent à une demande locale. N'y a-t-il pas là la résurgence d'une ancestrale pratique basque qui associait autonomie de décision, d'action et coopération ?



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238



Jean Marc Quijano : « le nationalisme basque est mûr pour intégrer »

Nous poursuivons notre entretien avec Jean Marc Quijano, historien et jeltzale, à l'occasion du débat sur l'identité nationale. Par un effet miroir, il nous renvoie à notre propre nationalisme.

Le peuple basque est-il une nation ? Comment le nationalisme basque a-t-il émergé ? Est-il hostile aux non-Basques ou au contraire ouvert au monde ?

Robert Badinter résume l'identité nationale en une communauté de culture et une communauté de destin. Est-elle également pertinente dans le cas basque ?

Il y a là une inflexion de la conception française traditionnelle. Badinter a très bien perçu la schizophrénie de l'ancienne position française, qui ne parlait que de communauté de destin, alors que pendant ce temps-là l'État français persécutait les cultures non-parisiennes.

Je peux rejoindre la position de M. Badinter : une nation est un peuple qui a pris conscience de son identité et de son individualité. Une nation est un peuple. C'est à dire une communauté culturelle. Là, le cas du peuple basque est flagrant aux yeux de toute personne de bonne foi. Le peuple basque étant le plus vieux peuple d'Europe encore existant, il peut à bon droit se revendiquer comme peuple.

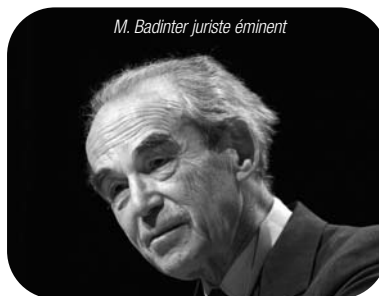
Mais tous les peuples ne font pas nation. La nation est un sentiment personnel et collectif. Il y a nation lorsqu'il y a éveil de la conscience nationale. Cette prise de conscience est variable dans le temps. Pour le cas basque, c'est Sabino Arana Goiri qui a clairement et distinctement formulé ce sentiment : « Euzkadi, Euzkotarren aberria da », « Euzkadi est la patrie des Basques ». Le fait d'être né à Bilbao, puis d'avoir passé son enfance en Iparralde (Hendaye, St Jean de Luz, Bayonne) a dû sûrement compter dans sa prise de conscience.

C'est lorsque ce sentiment national est partagé par une grande partie des gens d'un peuple, qu'apparaît l'envie de construire ensemble un avenir, de se forger une communauté de destin. En attendant, il faut que les nationalistes fassent partager leur désir à leurs compatriotes, afin qu'ils puissent passer du nationalisme (construction nationale en cours) au national (construction achevée).

La critique principale de ce débat porte sur une identité française en opposition à l'immigration. En un siècle, EAJ-PNB est passé d'une conception nationale défensive voire xénophobe avec le maketo espagnol, à une

conception ouverte qui accueille "l'étranger". Comment expliquez-vous ce changement ?

La prise de conscience nationale dont je viens de parler peut s'effectuer dans des conditions très variables. Il y a des nationalismes unificateurs (l'italien par exemple, ou l'allemand) et des nationalismes séparatistes (l'Irlandais), des nationalismes impérialistes (le français, et l'allemand) et des nationalismes défensifs. Le cas basque relève de ce dernier type. L'exemple de la Révolution française de 1789 a été un choc et une leçon pour les Basques d'Hegoalde. Ils ont vu des flots de réfugiés venant d'Iparralde, fuyant les massacres, les déportations, les persécutions religieuses effectués au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Les Basques du Sud ont donc très vite associé le libéralisme, la révolution, à l'oppression et à la suppression des fors, les antiques libertés des provinces basques, et à la persécution religieuse.



M. Badinter juriste éminent

Dès lors, lorsque l'Espagne, une fois débarrassée de la soldatesque napoléonienne, a voulu elle aussi imiter la France, et construire un État unitaire, « à la française », les Basques ont pris les armes. Ce sont les guerres carlistes du XIX^e siècle où les Basques ne combattaient pas vraiment pour Don Carlos. Ils combattaient pour leur foi et leurs libertés : « Dios y los Fueros ». Ces guerres ont permis l'émergence d'un sentiment pré-nationaliste. Jusque là, les Basques se sentaient avant tout appartenir à leur province : Navarrais, Biscayens... Une certaine solidarité inter-provinciale, pré-nationaliste, apparaît au cours des guerres carlistes. L'exemple d'Agustin Chaho illustre mon propos. Et l'hymne Gernikako Arbola, populaire dans tous les territoires historiques basques,

montre bien que le chêne de Gernika n'était plus le symbole des Biscayens seulement.

Mais comme je le disais, c'est Sabino Arana qui a clairement systématisé la revendication nationaliste basque. Il le fait au lendemain de la défaite de 1876, et de l'abolition des fors ou libertés basques par Madrid.

C'est donc bien un nationalisme défensif. Et dans des conditions terribles : une industrialisation rapide, rapace et violente. En quelques années, la bucolique Biscaye se transforme en un paradis libéral, qui permet à quelques familles de s'enrichir considérablement, dans la métallurgie et la banque. Ces familles-là jouent à fond le jeu du nationalisme espagnol. Ces Basques attendent de Madrid des places, des titres de noblesse, des marchés avec l'État. N'oublions pas que le PP a des bastions solides en Pays basque. A côté, la masse misérable des ouvriers venus du Sud de l'Espagne cherchait de quoi survivre dans ce Nord industriel. Les Biscayens voient leur monde disparaître : la défaite militaire, la fin de la liberté collective, les impôts payés à Madrid, le service militaire espagnol, un style de vie rural en voie de disparition, des flots d'immigrants parlant une autre langue qui se déversent chez eux. C'est contre ces changements brutaux que le nationalisme basque réagit. D'autant plus que les provinces basques n'ont plus les moyens de « digérer » cette immigration, leurs institutions forales étant abolies.

Et contre ce fragile nationalisme basque en train de naître se déchaîne le nationalisme étatique espagnol (prison, fermetures des journaux basques, suspension des libertés individuelles), et le socialisme du PSOE, qui prône l'internationalisme prolétarien (n'oublions pas qu'Engels, le compagnon de Marx, a qualifié les Basques, lors des guerres carlistes, « d'ordures de peuple ». Qui est raciste ??)

Il est certain qu'au fur et à mesure de son développement, le nationalisme basque s'est senti plus fort, plus sûr de lui-même. Il s'est senti donc capable d'intégrer ceux qui venaient s'installer au Pays basque et qui souhaitaient faire partie de notre peuple. La charte du cente-



naire d'EAJ-PNB de 1995, affirme dans son 10^e point : « nous acceptons comme notre frère celui qui, d'où qu'il vienne, cherche à partager le destin de notre peuple ». Nous sommes donc passés d'une perception défensive, ethniciste, à une perception intégratrice de la nation basque. Mais, en cela, les abertzales ne font que suivre l'évolution générale en Europe. Les nationalismes du XIX^e siècles étaient tous raciaux. A la suite des travaux de Darwin, parler de races permettait de doter son discours d'un vernis scientifique. On parlait ainsi de « race française » (sic), de « race britannique »... là où nous dirions simplement « peuple français », « peuple britannique » à l'heure actuelle. Il est vrai qu'après l'expérience nazie, le mot a pris une sinistre connotation qu'il n'avait pas au XIX^e siècle. Le terme « ethnique » semble suivre le même chemin. De scientifique, voire « chic », dans les années 50 ou 60, il prend en ce moment une connotation négative.

Il renvoie à l'idée d'enfermement

Un maire émérite d'un village basque regrettait, dans vos colonnes, que le nationalisme manquant d'ouverture. Comme quoi on peut être un brillant économiste et ne pas bien connaître l'histoire de son peuple. Placé comme il l'est, le peuple basque n'a jamais été replié sur lui-même. Il a été traversé par de nombreux flux humains et culturels. Et nos marins ont ouvert

J. A. Aguirre, le promoteur d'un nationalisme ouvert



les routes maritimes du monde, de Terre Neuve à Buenos Aires et aux Philippines. Et St François de Xavier, notre saint basque, est mort aux portes de la Chine. Le nationalisme basque ne peut pas être fermé, sinon il renierait son propre peuple. La solidarité avec la république espagnole lors de la guerre d'Espagne, et avec les Alliés lors de la 2^{ème} guerre mondiale, montre que le Gouvernement Basque de José Antonio Aguirre a bien été fidèle à notre tradition d'ouverture au monde.

Je crois que les Basques sont désormais mûrs pour avoir une démarche d'intégration vis à vis de ceux qui viennent s'installer chez nous, pourvu que ce gens-là expriment le souhait de faire partie du peuple basque.

Il fallait bien qu'on finisse par en parler dans Kilika de notre nouvel évêque. Certes, c'est un sujet (de l'ancien régime) dont la plupart de nos concitoyens se fichent éperdument, toutefois il y a quand même une partie de la population basque, et sans doute plus qu'ailleurs, qui est chrétienne et pratiquante. C'est le cas de votre serviteur. (Là je sens que je déçois grandement certains lecteurs libres penseurs qui auraient pu apprécier mes libelles passés !) Mais on peut croire à l'Amour et penser librement en dehors du Dogme auquel on adhère tout aussi librement.) Je le dis donc tout de go : ce que je vais dire va ressembler à une critique. J'espère que cela ne va pas mettre compté comme péché (même véniel) parce que si j'ai tous mes points de permis de conduire, il n'en va pas de même pour mon permis d'entrer en Purgatoire. Donc, toute charité chrétienne mise temporairement en bandouillère, je commence : MAIS QUI EST-CE QUI M'A FICHU UN OLIBRIUS PAREIL !

Nom de... d'un petit bonhomme ! D'abord, et pour refaire l'histoire sainte locale, nous avons respectueusement demandé un évêque basque. Veux pieu qui resta lettre morte. Pourquoi pas un sous-Préfet basque, aussi ? Les basques ne sont pas reconnus au niveau politique pourquoi le serait-il au niveau religieux ? Par simple souci de Justice me direz-vous ? Soyons sérieux, voulez-vous ! Monseigneur Aillet nous fut donc envoyé et nous l'avons accueilli avec une amitié sincère, comme son prédécesseur qui n'était pas basque non plus. Ca devient une tradition au Pays basque nord de ne pas avoir d'évêque basque. C'est bien,

ça a , de nous donner de nouvelles traditions à nous que l'on taxe d'être trop traditionalistes, voire xénophobes, voire, ça a été dit : racistes !

La France, grande et généreuse, ne cesse pas d'ailleurs de nous donner ces propres traditions pour remplacer les nôtres (l'ennui c'est qu'on ne peut pas décliner l'offre, même poliment). Il paraît que notre Pasteur s'est mis à apprendre l'Euskara, ce qui selon notre tradition fera de lui un basque à part entière. Après ces débuts, ma Foi, prometteurs, la presse a parlé de plusieurs de ces interventions publiques et c'est là que pour le prélat basque les choses se corsent et que le bât blesse et que le blabla. Qu'a-t-il dit ? D'abord il s'est élevé contre la tenue de la Gay Pride à Biarritz, ce qui lui a valu une réplique cinglante du maire Borotra. Il a ensuite refusé de prêter l'église Saint-André pour un concert qui s'y tenait traditionnellement au profit des ikastolas. Il a interdit aux filles qui servaient à l'autel de continuer de le faire, n'y acceptant que les garçons. La SEULE messe dominicale en basque sur le BAB est passé de 10h30 à 9h30, sans doute pour la sanctification des bascophones obligés de se lever plutôt. Un paroissien qui en faisait la remarque s'est attiré cette remarque du nouveau curé de Saint-André, le jeune père De Mesmay : « il n'y a pas QUE des basques à Bayonne » ! On s'en était rendu compte. Mais, me direz-vous, car depuis le temps que j'écris des kilika je connais la sagacité de mes lecteurs, cet homme intelligent

KILIKA



doit avoir, sinon de bonnes raisons, du moins des... raisons ? Oui. Pour l'heure de la messe en basque, la raison est imparable : les non-bascophones n'ont QUE toutes les autres messes du BAB, et le Saint-Esprit n'est peut-être pas favorable au bilinguisme. Pour la Gay-Pride, même s'il ne le dit pas, on sait en effet que l'Église condamne l'homosexualité, même si le récit de Jésus chassant à coup de fouet les homosexuels du Temple n'est pas très connue, elle est incontestable (certains ont voulu prétendre qu'il s'agissait de marchands mais on ne voit pas ce que des marchands auraient pu faire dans un Temple !) Le seul bémol dans ce chœur des vierges effarouchés (au masculin) est que ceci ne relève pas du dogme et est donc discutable, (très) critiquable, et sujet à évolution. Pour le concert des ikastolas, je crois qu'il a été mis en avant un problème de procédure dans la demande ; c'est un peu « jugulaire, jugulaire » mais passe !

Dans le cas des petites filles qu'on renvoie jouer à leurs poupées, n'y voyez aucun sexisme (traditionnel) de l'Église, même inconscient. (D'ailleurs l'Église ne condamne plus la psychanalyse, elle reconnaît même que la Terre tourne). Non, c'est la place naturelle exclusive des garçons (pourvu qu'ils ne se masturbent pas le samedi soir évidemment) parce qu'eux seuls sont appelés à être prêtres et qu'il faut encourager les vocations qui se raré-



fient en leur donnant l'opportunité d'être enfants de chœur. Le chagrin des petites filles ainsi écartées ? Dommage collatéral, mon colonel, heu... Monseigneur. De toute façon, elles ont toujours la possibilité de faire martyrs, c'est bien, ça, pour une fille. Bref, pour certains catholiques les filles peuvent être Mère de Dieu mais pas enfant de chœur. Il est vrai que pour les deux sexes chrétiens, c'est la Sainteté qui est (Dieu merci) proposée. Mais pour celles qui ne parviennent pas à la 7^{ème} Demeure de Sainte Avila, ce serait bien de se sentir pleinement accueillies à la messe le dimanche. L'Église, en j'en fais partie, est certes pécheresse, mais l'Institution devra un jour séparer, non l'ivraie du bon grain, mais le Religieux du social. Le message du Christ est la condamnation du péché et

l'amour du pécheur. Etre une petite fille n'est pas un péché, ou du moins ne l'est plus depuis longtemps. Nous sommes nombreux qui auraient préféré un pape martyr pendant la 2^{ème} guerre mondiale (le pire ne lui serait sans doute pas arrivé) à un pape trop timoré comme Pie XII, brave homme au demeurant qui a sauvé un certain nombre de juifs. Mais qu'aurait fait à sa place notre modèle à tous : Jésus ? Sans doute ce qu'a fait le père polonais Maximilien Kolb, refusant la collaboration profitable proposée par les nazis, se retrouve à Auschwitz, et volontairement meurt de faim dans un bunker à la place d'un détenu puni, père de famille, lequel fut sauvé grâce à cela. Je ne reprocherais à personne de ne pas savoir s'élever à ce degré d'amour pour son prochain, mais j'aurais l'ef-

fronterie de conseiller aux fonctionnaires de Dieu d'écouter leurs coeurs plus que les chœurs. Si l'exemple de saints comme celui de Maximilien était plus connu, nous aurions, peut-être plus de vocations, et en tous cas le message du Christ toucherait plus de nos amis non croyants ainsi, que par de telles décisions « administratives » qui divisent entre garçons et filles, bascophones et non bascophones, homosexuels et hétérosexuels. J'espère n'avoir blessé personne par mes propos. Mais si on parlait de tout ce qui n'est pas le Dogme ? L'Armée est réputée être la Grande Muette, il serait dommage qu'on appelle l'Église la Grande Sourde. Et si on en parlait ? Fraternellement.



Régionalisation : un avenir pas si rose que ça...

Peut-on pour autant parler aujourd'hui de « régionalisation » en France ? Rien n'est plus ambigu que ce terme qui ne correspond à aucune réalité institutionnelle hexagonale.

Tout d'abord, la régionalisation, au sens par exemple où on l'entend en Italie, suppose que l'organisation institutionnelle repose sur un minimum d'autonomie et de décentralisation du pouvoir. En France, une telle autonomie n'existe pas. Les Régions, comme les Départements et les communes, sont corsetées dans un système de transfert de compétences techniques et de spécialisation qui n'ont rien à voir avec l'autonomie, et encore moins, bien sûr, avec un quelconque fédéralisme.

Malgré tout, la régionalisation pouvait avoir du sens d'un double point de vue :

- La Région bénéficie pour le moment de la « clause de compétence générale ». Elle peut de la sorte intervenir assez largement dans des politiques publiques qui ne relèvent pas de ses strictes compétences, fixées par la loi. Cet embryon d'autonomie, qui ne dit pas son nom, s'appuie sur le principe selon lequel ce qui n'est pas interdit par la loi est autorisé. C'est pourquoi en dehors des domaines dévolus impérativement à l'État – les fameux pouvoirs régaliens (sécurité intérieure, défense, libertés publiques, éducation) –, la Région peut finalement intervenir dans d'innombrables matières, affectant le quotidien et l'avenir de ses habitants.
- La Région pouvait également, jusqu'à récemment, tirer parti de la faible incidence des charges de gestion (frais de personnel,

remboursement de la dette) sur son budget, et privilégier ainsi l'investissement. Face aux difficultés financières des communes et des Départements, les Régions faisaient figure de collectivités jeunes et à fort potentiel de développement.

Malheureusement, les Régions sont devenues en une décennie les sous traitants de l'Etat qui n'a eu de cesse de transférer à ces collectivités des compétences éminemment techniques ou spécialisées, plombant un peu plus leur capacité globale d'intervention et leur marge de manœuvre financière. Mais le comble, c'est que l'État s'est bien gardé de déléguer les ressources pour assurer le financement à venir des compétences nouvelles. L'État a beau jeu de pointer aujourd'hui du doigt les collectivités territoriales, notamment les Régions, pour leurs supposées dérives en matière de frais de personnel...

Ensuite, l'État n'a eu de cesse, au-delà des majorités gouvernementales, de réduire le peu d'autonomie fiscale dont disposaient les Régions. Aujourd'hui, plus de 60 % des recettes régionales proviennent de fonds d'État, sous forme de dotations ou de remboursements. Et ce n'est certes pas l'attribution d'une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), d'ailleurs en contradiction avec les éco-engagements de l'État, et encore moins

la suppression autoritaire de la taxe professionnelle qui viendront conforter les Régions.

Enfin, la réforme territoriale engagée par Nicolas Sarkozy devrait « fusiller » définitivement les Conseils régionaux, et tuer dans l'œuf tout espoir de régionalisation : création des conseillers territoriaux (comme si le scrutin issu de 2005 n'était pas déjà incompréhensible), suppression de la clause de compétence générale et de la taxe professionnelle, renforcement du pouvoir des préfets...

Bref, pour le dire en termes beaucoup plus simples, la régionalisation française est un mythe. Les Régions, telle qu'elles existent laborieusement depuis 25 ans, n'ont pas trouvé leur place dans l'opinion publique et surtout, sont instrumentalisées par le Pouvoir central pour justifier le désengagement progressif de l'État.

Ce tableau, volontairement réaliste, de la régionalisation à l'échelle de toute la France doit nous faire prendre conscience de sa fragilité. Alors, faut-il se battre pour une régionalisation qui n'a guère d'avenir en Aquitaine, alors que la seule régionalisation qui vaille est celle que nous appelons de nos vœux en Pays Basque.



Guillaume Colas : “ la mairie de St Jean de Luz doit être exemplaire ”

Guillaume Colas est sensible depuis longtemps à la protection de l'environnement. Il s'y consacre à temps plein dans son activité professionnelle et sa fonction d'élu. Sa méthode : agir et sensibiliser au plus près des personnes et de leurs préoccupations.

Comment as-tu été sensibilisé au développement durable ?

Cela a été naturel. J'ai toujours été sensible à l'environnement, au respect de la nature. Depuis mon plus jeune âge, j'ai pratiqué des sports liés à la nature avec mes parents. En Pays basque, nous sommes dans un lieu privilégié où la nature est très présente et très variée. Lorsque nous sortons du travail, nous y sommes immergés. Nous ne sommes pas dans un grand ensemble urbain où le contact avec l'environnement naturel est moins présent.

En tant que pratiquant de sports nautiques je suis depuis toujours très sensible à la qualité de l'eau et aux problèmes des comportements humains qui induisent une pollution maritime. On se rend compte de cette fragilité. Il était donc logique de s'investir pour répondre à ce problème.

Tu es un professionnel du développement durable.

Effectivement, je suis responsable environnement pour Quiksilver Europe depuis 10 ans. Un des fondateurs de cette entreprise, un Australien, a été très sensible à ce thème bien avant l'engouement actuel. Il a décidé que Quiksilver serait une entreprise éco-responsable. J'y réalise plusieurs missions. Tout d'abord, je dois inciter les employés de notre société à avoir un comportement responsable. Au bureau, cela suppose par exemple, le tri et la réduction des déchets et les économies d'énergie... Vu l'importance de la société, je suis aidé par des correspondants environnements. Le bilan est positif. Environ 30% des collègues ont déjà un comportement exemplaire. Ils sont déjà sensibles à cette question et agissent de façon adéquate au quotidien. 60% d'entre eux y sont sensibles, mais il est nécessaire de les suivre, de les relancer et de leur rappeler les réflexes à adopter. Enfin, 10% des salariés sont hermétiques à ce thème et n'évoluent pas. Ils représentent malgré tout une faible minorité !

Remplissez-vous d'autres missions ?

Le deuxième volet de mon activité consiste à soutenir des initiatives positives, majoritairement dans le milieu associatif. Nous soutenons différentes causes dans le domaine de la santé, la jeunesse, nous aidons des associations de protection de l'environnement, des initiatives humanitaires. Nous touchons essentiellement des projets qui concernent la mer et la montagne si bien représentés par notre logo. Nous établissons de véritables partenariats. Cela peut concerner une petite association de nettoyage de plage en Bretagne comme une plus grande association comme Surfrider Foundation Europe. Nous les aidons financièrement et ils nous apportent leur expertise. Une collègue a également en charge l'éco-conception, c'est-à-dire, réfléchir à l'impact environnemental d'un produit de sa conception à son élimination. Par exemple, tous nos magasins sont équipés de sacs de caisse fabriqués en Europe à partir de matières recyclées, recyclables et biodégradables. Les inscriptions sont à base d'encres végétales. Nous développons aussi des gammes de vêtements techniques entièrement à partir de matières recyclées et recyclables.

Avez-vous un exemple précis ?

Nous intégrons progressivement les notions d'émissions de gaz à effet de serre et de bilan carbone. Nous avons décidé de réaliser un bilan carbone cette année, suite au Grenelle de l'environnement et au sommet de Copenhague. Nous travaillons avec des spécialistes qui nous aident à approfondir ce thème. Dans un premier temps, nous avons soutenu un programme de plantation d'arbres en Guyane nous permettant de compenser une partie de nos émissions de gaz à effet de serre ! Ce partenariat nous permettra de réagir rapidement face à l'évolution de la réglementation.

Quels sont les aspects les plus préoccupants dans la zone de Saint Jean de Luz ?

Cela reste la qualité de l'eau. Nous sommes une ville littorale en aval de plusieurs cours

d'eau. Toute pollution sur terre se traduit par un impact sur l'eau. En effet 75% de la pollution maritime vient des activités humaines terrestres. Il faut également agir sur l'excès de voitures et de circulation, cela passe par la sensibilisation des usagers à pratiquer le covoiturage ou à utiliser les transports en commun quand c'est possible. Sur les courtes distances, l'utilisation du vélo est une bonne alternative.

Pourquoi avez-vous accepté d'être un élu de terrain ?

L'environnement, ce n'est pas uniquement des grands concepts qui souvent font peur et sont éloignés de nos préoccupations. Par exemple, je préfère évoquer la qualité de l'air que nous respirons plutôt que de parler de réchauffement climatique ou de rejets de CO2 dans l'atmosphère. Localement, nous sommes au plus près des problèmes pour agir. Les grands sommets internationaux sont indispensables, mais la concrétisation de ces grands accords commence par le local.

Quelles sont vos priorités à la mairie de Saint Jean de Luz ?

Tout d'abord, j'ai été agréablement surpris par l'ouverture des élus et du personnel municipal. Nous travaillons sur des opérations concrètes. En ce moment, nous réduisons par exemple la durée d'illumination de l'éclairage de Noël et nous utilisons des lampes à led, peu énergivores, ceci s'est traduit par une réduction de la consommation d'environ 70% sur 7 ans ! Le but est de limiter le gaspillage. Dans un premier temps, nous sommes concentrés sur des actions concrètes à la mairie. Elle doit être exemplaire pour inciter ensuite les habitants de Saint-Jean-de-Luz à le devenir également. Nous travaillons actuellement sur l'amélioration de la gestion des déchets, véritable enjeu pour le futur. Je suis également délégué à Bizi Garbia, Kosta Garbia et délégué syndical au Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique chargé du maintien de la biodiversité. La mairie s'implique aussi dans l'entretien et le développement du Jardin botanique littoral situé sur la falaise à Archilua.



Un Pays basque proche pour tous

EAJ-PNB a publié une brochure sur son projet institutionnel : « pour une Collectivité territoriale du Pays basque ». Cette initiative réactualise le projet présenté, en 2002. Il tient compte des évolutions de la société basque et du débat politique, en France pour un projet ambitieux et réaliste.

Cette démarche s'inscrit dans le sillage du grand mouvement social des années 90 en faveur d'un département Pays basque même si le projet diffère dans son contenu. La revendication d'une institution spécifique intègre les motivations qui ont conduit à l'enracinement social de la revendication départementaliste. Etre reconnu et respectés en tant que Basque, exister collectivement, « donner un visage » au Pays basque, prendre notre destin en main, favoriser le développement de la langue et de la culture basque.

Une évolution décentralisatrice

Durant les années 2000, plusieurs évolutions internes et externes sont à prendre en compte : en 2003, la réforme de la décentralisation a ouvert de nouvelles perspectives d'évolution institutionnelle : reconnaissance constitutionnelle de « la Collectivité territoriale à statut particulier », ouverture de l'expérimentation en matière législative et réglementaire. Un projet de nouveau statut pour la Corse démontre l'ouverture à des projets de réforme institutionnelle spécifique.

En Pays basque, la démarche de concertation en faveur du développement du Pays basque s'est consolidée. Elle s'est organisée autour des Conseils de développement et des élus et a réuni depuis 2005, un milliers d'acteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle locale.

Actuellement, la réforme des collectivités locales relance le débat sur l'avenir des départements. La perte de la clause de compétences générales et la spécialisation dans des compétences à définir réduiraient le champ d'action des départements. Cette réforme en cours n'a pas encore abouti, mais ce débat renforce une conviction : l'affaiblissement à moyen terme des départements. Dès lors, peut-on défendre la revendication d'une institution pour le Pays basque sur une collectivité minorée dans le champ institutionnel local ?

Pour un statut particulier réaliste et ambitieux

C'est pourquoi, EAJ-PNB relance l'idée d'une Collectivité territoriale spécifique. Elle serait dotée des compétences d'une région et d'un département et de compétences spécifiques en matière de politique linguistique et de relations transfrontalières. Elle utiliserait pleinement le droit à l'expérimentation, en matière de politique foncière, linguistique ou transfrontalière. Elle gérerait directement les fonds européens.



Cette Collectivité territoriale spécifique s'inscrirait dans une euro-région basque en construction. Nous avons déjà présenté cette architecture générale lors des précédents numéros.

Cette Collectivité territoriale serait plus ambitieuse qu'un département et tout aussi réaliste. Elle s'inscrit dans la Constitution, respecte les différents sentiments d'appartenance du Pays basque nord. Une Collectivité territoriale spécifique pour une société de 290 000 habitants n'est-ce pas en revanche, irréaliste ?

La taille : un faux problème

Ce débat sur la taille pertinente ne résiste pas à la réalité. Prenons le cas des Communautés autonomes espagnoles. Celui de la Rioja est très intéressant. Cette région est la moins peuplée des 17 Communautés autonomes d'Espagne avec 315 000 habitants. Elle est d'un niveau comparable au Pays basque nord. Elle est classée en 7^{ème} position, en richesse produite par habitant. D'autres régions de faible taille occupent les premières places. Il s'agit des Iles Baléares ou de la Navarre. En France, Champagne Ardennes est au 18^{ème} rang des régions françaises, en nombre d'habitants. Elle est la 5^{ème} région la plus riche de France. La taille n'est pas un facteur discriminant. À priori, la taille n'est pas en soi un handicap. En revanche, d'autres critères sont déterminants : la situation géographique, la valorisation de ses propres atouts.

Le Pays basque nord a avant tout besoin d'une institution pour accompagner de façon efficace par la proximité, une société civile dynamique. La création d'une Collectivité territoriale spécifique entraînerait une simplification de la gouvernance du Pays basque puisqu'elle se substituerait au département des Pyrénées-Atlantiques et à la Région Aquitaine.

S'organiser dans l'ouverture

Le Pays basque doit être reconnu dans sa spécificité. Il doit soutenir les acteurs locaux, y compris dans leur recherche de partenariat à l'extérieur du Pays basque. Spécificité ne signifie pas enfermement, bien au contraire. Le Pays basque a toujours été une zone de passage et d'influences diverses. Il doit le demeurer.



Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Le mouvement basque sous l'occupation (III)

Relations avec le Directeur du Musée Basque

Un épisode amusant est constitué par les relations tumultueuses des jeunes d'Aintzina avec le Commandant William Boissel, Directeur du Musée Basque. Marc Légasse disait de ce dernier : « *il n'aime les Basques qu'en vitrines* » et avait écrit dans le numéro 6 d'Aintzina sous le pseudonyme Le Râleur : « *On finira par ne plus savoir, si c'est le Musée qui est Basque et le Pays Boissel, ou si c'est le Musée qui est Boissel et le Pays qui reste quand même Basque* ».

Le numéro d'avril 1943 contient un article de Marc Légasse intitulé : « *Le Zazpiak-Bat et les séparatistes basques-français* » qui se référait à l'épisode suivant : le Commandant Boissel avait apposé deux écussons de sa fabrication sur la façade du Musée Basque, l'un celui des provinces basques de France avec en son centre les lys de France et l'autre, celui des provinces basques d'Espagne avec en son centre l'écu de Castille-Léon ; quelques jeunes s'approchèrent de nuit du Musée Basque, l'un d'eux Michel Limonaire s'adossa au mur du Musée, un de ses camarades grimpa sur ses épaules et les deux écussons du Commandant Boissel furent décrochés et remplacés par l'inscription Zazpiak-Bat.

Dans la presse bayonnaise, ce fut un tollé ; sous le titre « *Un acte de vandalisme* », le Sud-Ouest - La Presse écrivit le 7 avril 1943 : « *Comme les écussons sont à plus de 3 mètres de hauteur, il a fallu une échelle pour pratiquer l'opération. Les mauvais plaisants ont remplacé l'écusson par un bout de bois portant une inscription partisane* ».

Une plainte pour dégradation de monument public fut déposée et cet article valut à Michel Limonaire, le surnom de Zurbi Luzia.

Le conflit Larzabal-Légasse (1943)

L'orientation d'Aintzina vers un simple recueil folklorique, à partir de janvier-février 1943 est visible dans l'éditorial de ce numéro intitulé significativement par Marc Légasse « *Chantons... et Dansons* » ; elle correspond au dénouement du conflit surgi au début de 1943 entre Marc Légasse et l'Abbé Pierre Larzabal, alors vicaire à Hasparren.

En effet, lors de la réunion du 14 janvier 1943, tenue à La Presse à Bayonne, l'abbé Larzabal avait été nommé rédacteur en chef d'Aintzina.

Mais le numéro qu'il prépara, qu'il envoya même à l'impression et dans lequel était inséré un éditorial de son cru intitulé « *Notre programme* » n'eut pas l'heur de plaire à Marc Légasse qui, tenant les cordons de la bourse, coupa les vivres à l'abbé Larzabal. Ce dernier était donc destitué de son poste de rédacteur en chef.



Piarrès Larzabal

Dans une lettre du 15 février 1943 adressée à l'abbé Lafitte, Marc Légasse donne l'historique de cette affaire : l'abbé Larzabal avait dans son éditorial attaqué très nettement les nationalistes basques ; il avait refusé à Pierre Charrillon tout d'abord, à André Ospital et Marc Légasse ensuite de supprimer les passages qui étaient jugés comme un désaveu des nationalistes. L'abbé Larzabal avait alors proposé sa démission, qui avait été acceptée.

Dans sa lettre à l'abbé Lafitte, Marc Légasse écrit :

« *En conscience, il est impossible d'admettre qu'on se serve d'Aintzina pour attaquer les Nationalistes. L'abbé Larzabal, en fin de lettre, me montrait qu'en acceptant sa démission, nous courrions à un fiasco. Cela est vrai car non seulement nous perdons un collaborateur, mais cette histoire risque de nous en faire perdre beaucoup d'autres et de nous faire beaucoup de mal...*

Cependant, je crois qu'il vaut mieux qu'Aintzina disparaisse en tant que revue, plutôt que de le voir attaquer les Nationalistes Basques ».

L'abbé Larzabal dans une lettre à l'Abbé Lafitte du 15 février 1943 se plaindra amèrement de sa destitution. Il écrit :

« *J'ai un gros chagrin à vous communiquer. Je ne suis plus rédacteur en chef d'Aintzina et Aintzina est tombé désormais. Mon programme n'a pas plu à Marc Légasse et pour ma part, je n'ai pas voulu ni être carrément nationaliste basque ni continuer une espèce de revue qui ne savait pas trop ce qu'elle voulait, où le rédacteur en chef était un collecteur d'articles et un boucheur de trous. Mon programme était du régionalisme bon ton avec une pointe vers le nationalisme.*

Je regrette qu'on ne m'ait pas laissé les mains libres. J'avais déjà fait un gros effort (plus de 60 lettres) et j'avais groupé autour de moi de nombreux collaborateurs (quelques anciens Elissalde, Moulier, Minvielle etc... et pas mal de jeunes) ».

En fait, dans l'éditorial « *Notre programme* » de l'abbé Larzabal, un passage était spécialement incriminé, celui où l'abbé écrivait :

« *La France et l'Espagne n'ont pas à s'inquiéter de nous. Aussi bien, les ennemis de la vraie France et de la vraie Espagne sont aussi les nôtres* ».

En définitive, la solution que retient Marc Légasse pour Aintzina au début de 1943 est la suivante : il convient de ne pas faire de politique au grand jour ; il faut faire uniquement des choses historico-folkloriques ; en somme, il faut avoir l'air de faire Gure Herria, en attendant la victoire des Alliés.

Il est amusant de constater que bien plus tard (en 1970, par exemple, au moment de l'enlèvement par ETA du Consul Beilh), Marc Légasse et Pierre Larzabal devinrent les meilleurs amis du monde et travaillèrent étroitement ensemble.



Jean Michel Iribarne : « nous devons nous organiser »

Jean Michel Iribarne est conseiller municipal à St Jean Le Vieux. Cet agriculteur a décidé de soutenir EAJ-PNB, à l'occasion des dernières élections européennes. L'abertzalisme est pour lui intimement lié à une mentalité : celle de prendre notre destin en main.



Comment êtes-vous devenu abertzale ?

Lorsque j'étais plus jeune, j'étais très loin de ces préoccupations. Il n'y avait pas de débat sur cette question. Après une période de crispation, j'ai été sensibilisé à l'abertzalisme, à l'occasion de discussions avec les jeunes du comité des fêtes. Pour moi, être Basque revient avant tout à défendre le pays, à avoir un sentiment d'appartenance. Je me réapproprie peu à peu cette identité. Cela va crescendo. Il faut batailler pour nous et nos enfants.

Votre mensuel Lema m'a également permis de mieux connaître la vie politique et économique du Pays basque sud. J'ignorais qui dirigeait ces territoires, ce qu'ils réalisaient. L'évolution de leur autonomie et leur réussite donnent d'autres ambitions pour le Pays basque nord. Avoir confiance en notre identité, se prendre en main. Les habitants de ce territoire adhèrent de plus en plus à ce comportement. Lorsque je me rends à la crèche, ou d'autre lieu public, de plus en plus de parents parlent basque à leurs enfants.

Que penses-tu du débat sur l'identité nationale ?

Je suis Européen et donc très éloigné de ce débat. Sur ce sujet, je me sens même plus Basque que Français. J'ai l'impression que les dirigeants politiques français s'empêtrent dans ce débat sur l'identité nationale.

Pourquoi nous as-tu soutenu à l'occasion des dernières élections européennes ?

Je suis abertzale et je suis Européen. Nous autres, les paysans, même si nous critiquons la politique menée, n'oublions pas le soutien apporté par l'Union européenne à notre profes-

sion. Vous prônez tout à fait l'Europe que j'approuve. Je me suis retrouvé dans le projet défendu par EAJ-PNB, celui de l'Europe fédérale des régions. Il allie à la fois l'attachement à un territoire et l'appartenance à un vaste ensemble.

Que souhaites-tu pour ton territoire ?

J'aimerais que l'on prenne notre destin en main, sans tout attendre d'ailleurs, sans attendre l'argent extérieur. Nous devons nous fixer des objectifs et nous donner les moyens d'y arriver. Il faut une meilleure organisation pour les réaliser. Nous avons besoin de nous intégrer aux communautés environnantes, pas uniquement les communautés de Basse-Navarre. Nous devons créer aussi des ponts avec la Soule.

J'ai envie que Garazi-Baigorri fasse mieux que de survivre pour attirer du monde et notamment de la jeunesse. Actuellement, nous avons besoin de beaucoup d'énergie.

Dans mon exploitation quand j'ai une idée, je mets rapidement en application mes décisions. Au niveau politique, c'est différent. Il y a une organisation en place. On peut avoir des schémas en tête, mais il faut expliquer, communiquer pour permettre l'adhésion collective. Cela est plus long. En général, on ne communique pas suffisamment. Mais il y a des concrétisations. En matière touristique, par exemple, nous mettons en place une destination vignoble, des assiettes de pays. La montagne basque deviendra notre marque.

Quelles sont les priorités à défendre dans ton métier d'agriculteur ?

La seule manière de réussir ici est de défendre des produits de qualité. Nous sommes un pays avec une géographie qui crée des petites struc-

tures qui n'évolueront pas beaucoup. Nous avons une image de qualité qui doit devenir notre marque de fabrique. J'ai décidé d'arrêter les vaches laitières. Je démarre une nouvelle activité avec l'agneau de lait.

En vacances, en Alsace et en Lorraine, j'ai vu d'immenses surfaces et de grandes exploitations. Avec un produit aussi banalisé que le lait, comment les concurrencer ? Un mois plus tard, j'étais à Elantxobe, en Biscaye. Là-bas également, le prix du lait baissait alors que les coûts des différents produits qu'ils achetaient augmentaient. Il s'agissait là de fourchettes de prix insoutenables. J'ai pensé qu'il n'y avait aucun avenir dans ce secteur. Nous sommes complètement dépendants des intrants extérieurs.

Je suis persuadé que nous devons répondre à un besoin de qualité, veiller à limiter les coûts et essayer d'investir collectivement. Le système des Cuma, des inter-Cuma et une solidarité entre Cuma est un exemple à suivre.

Que penses-tu du syndicalisme agricole ?

Je suis adhérent à ELB. Je suis à fond pour Euskal Herriko Laborantza Ganbara. Malgré des thèmes et des agriculteurs très proches, il y a des clivages très forts sur l'avenir de l'agriculture entre les deux syndicats. La FDSEA défend un modèle qui convient plus au Béarn, un modèle standard venu d'ailleurs inadapté au Pays basque, à mon avis. Mais enfin, rien n'est parfait. ELB est aussi sans doute sur un schéma parfois rigide sur certaines formes de développement. Quant à la FDSEA, ils sont eux aussi en pleine réflexion interne.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84
e-mail : contact@ej-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 20 euros

Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60 - Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Paul Aguirre 06 78 78 43 63
Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, Dany Camblong 06 82 82 86 12 - Saint-Jean-de-Luz, Ander Ugarte 05.59.26.99.26.



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé